



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Projet de loi 6679

Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

Date de dépôt : 09-04-2014

Date de l'avis du Conseil d'État : 11-07-2014

Auteur(s) : Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

## Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
17-11-2014	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
09-04-2014	Déposé	6679/00	<u>6</u>
11-06-2014	Avis de la Chambre des Salariés (3.6.2014)	6679/01	<u>11</u>
17-06-2014	Avis de la Chambre de Commerce (2.6.2014)	6679/02	<u>14</u>
26-06-2014	Addendum (26.6.2014) 1) Zuwendungsvertrag 2) Kooperationsvertrag	6679/03	<u>19</u>
11-07-2014	Avis du Conseil d'Etat (11.7.2014)	6679/04	<u>55</u>
28-07-2014	Avis de la Chambre des Métiers (18.7.2014)	6679/05	<u>60</u>
06-10-2014	Rapport de commission(s) : Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Rapporteur(s) : Monsieur André Bauler	6679/06	<u>63</u>
16-10-2014	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°3 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6679	<u>70</u>
13-11-2014	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (13-11-2014) Evacué par dispense du second vote (13-11-2014)	6679/07	<u>73</u>
06-10-2014	Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Procès verbal ( 33 ) de la reunion du 6 octobre 2014	33	<u>76</u>
29-09-2014	Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace Procès verbal ( 32 ) de la reunion du 29 septembre 2014	32	<u>80</u>
18-12-2014	Publié au Mémorial A n°232 en page 4475	6679	<u>92</u>

# Résumé

## RESUME DU

### PROJET DE LOI N° 6679

#### **portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law**

Le présent projet de loi entend donner une base légale au financement du *Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*. Il prévoit que l'Etat luxembourgeois est autorisé à subventionner la *Max Planck Institute Foundation Luxembourg*, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités de l'Institut précité, étant entendu que ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1<sup>er</sup> octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948.

Le 20 mai 2009, l'Etat a en effet signé une convention de coopération avec la Société Max Planck pour la promotion des sciences (*Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*) en vue de la création, au Luxembourg, d'un Institut Max Planck dans le domaine du droit procédural et conformément aux critères de qualité qui prévalent dans la société précitée. Cet accord de coopération est complété par un contrat de financement signé par les deux parties respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

Pour l'Etat luxembourgeois, la création d'un tel Institut s'inscrit dans une démarche qui consiste à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un établissement prestigieux, qui permet également de donner une visibilité accrue au Luxembourg comme site de recherche. Au surplus, un choix judicieux de la thématique de recherche doit permettre un *clustering* de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe à la fois les activités de l'Institut et celles de l'Université du Luxembourg, de sorte que le premier contribue au développement de la seconde.

La forme juridique de l'Institut est celle d'une fondation de droit luxembourgeois, et ce pour bien documenter l'ancrage de l'Institut dans le paysage luxembourgeois de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Une deuxième caractéristique de l'Institut est son ouverture internationale.

L'Institut a commencé ses travaux à l'automne 2012. Le nouvel établissement est le premier Institut Max Planck de recherche juridique établi en dehors du territoire allemand. La recherche de l'Institut se réalise dans trois départements et porte sur :

- le règlement des différends en droit international public,
- le droit européen et comparé de la procédure civile,
- le droit procédural réglementaire.

L'Institut est structuré autour de trois directeurs de programme. Au cours de sa première phase d'établissement, l'Institut a réussi à regrouper une équipe d'environ 35 chercheurs et employés issus des différents Etats membres de l'Union européenne. Une fois son rythme de croisière atteint, il verra plus de 120 chercheurs à son actif, dont un nombre important en formation doctorale.

Quant aux ressources financières de l'Institut, le contrat de coopération prévoit un financement étatique à 100%. Il a été conclu à durée indéterminée. En cas de résiliation, cette dernière ne peut se faire avant le départ à la retraite du plus jeune des trois directeurs.

Le présent projet de loi vise donc à régulariser l'octroi de la subvention annuelle en question, conformément à l'article 99 de la Constitution et à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Compte tenu de la clause de résiliation susmentionnée prévue dans le contrat de coopération, l'échéance de trente ans a été inscrite dans le texte de l'article unique du projet de loi.

6679/00

N° 6679

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

**PROJET DE LOI**

**portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

*(Dépôt: le 9.4.2014)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (4.4.2014).....	1
2) Exposé des motifs .....	2
3) Texte du projet de loi.....	2
4) Commentaire de l'article unique.....	2
5) Fiche financière .....	3

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*– Notre Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des députés le projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law.

Château de Berg, le 4 avril 2014

*Le Ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche,*

Claude MEISCH

HENRI

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

En date du 20 mai 2009, l'Etat a signé une convention de coopération avec la *Max Planck Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.* en vue de la création d'un *Max Planck Institute Luxembourg* dans le domaine du droit procédural et conformément aux critères de qualité qui prévalent dans la „*Max Planck Gesellschaft*“. Cet accord de coopération est complété par un contrat de financement signé par les deux parties respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

Pour l'Etat luxembourgeois, la création d'un tel institut s'inscrit dans une démarche qui consiste à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un institut prestigieux, qui permet également de donner une visibilité accrue au Luxembourg comme site de recherche. Au surplus, un choix judicieux de la thématique de recherche doit permettre un „clustering“ de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe, et les activités de l'institut, et celles de l'Université de sorte à ce que le premier contribue au développement de la seconde.

La thématique du droit procédural européen et international est celle qui a été retenue pour servir d'objet de recherche en y incluant les questions procédurales en droit financier. Ce choix tend à faire du Luxembourg un centre de compétences en droit.

Le montage est le suivant:

- création d'un *Max Planck Institute Luxembourg (MPI)* par la *Max Planck Gesellschaft*;
- contrat entre l'Etat luxembourgeois et le *Max Planck Institute Luxembourg (MPI)* réglant les droits et devoirs de chacun;
- contrat de coopération entre l'*Université du Luxembourg* et le *Max Planck Institute Luxembourg (MPI)* permettant de fortes synergies et un développement non concurrent des activités de chacun dans le domaine juridique.

La forme juridique de l'institut est celle d'une fondation de droit luxembourgeois, et ce pour bien documenter l'ancrage de l'institut dans le paysage luxembourgeois de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Une deuxième caractéristique de l'institut est celle de son ouverture internationale.

L'institut est structuré autour de trois directeurs de programme et, son rythme de croisière une fois atteint, verra plus de cent vingt chercheurs à son actif, dont un nombre important en formation doctorale.

Le présent projet de loi entend donner une base légale au financement du *Max Planck Institute Luxembourg*.

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

### **Article unique.– Engagement financier de l'Etat envers le *Max Planck Institute Foundation Luxembourg, Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)***

L'Etat est autorisé à subventionner, pendant une durée de trente ans renouvelable et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an à la valeur actuelle de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires (775,17 points), le *Max Planck Institute Foundation Luxembourg, Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)*.

\*

## COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

*Article unique.–*

L'article vise à régulariser la subvention accordée par l'Etat au „*Max Planck Institute Luxembourg*“ sur base du „*Kooperationsvertrag zwischen dem Grossherzogtum Luxemburg und der Max Planck Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*“ signé en date du 20 mai 2009.

Ce contrat prévoit que le financement est à durée indéterminée et, qu'en cas de résiliation, cette dernière ne peut se faire avant le départ à la retraite du plus jeune directeur. Aux termes de l'article 7.2.



du contrat de coopération, la possibilité de résiliation de ce dernier est décrite dans les termes suivants: *Die Frist zur ordentlichen Kündigung dieses Vertrages beträgt mindestens drei Jahre zum Ende eines Geschäftsjahres. Sie ist jedoch in keinem Fall kürzer als der Zeitraum bis zum Eintritt der/des im Zeitpunkt der Kündigung jüngsten Direktorin/Direktors in den Ruhestand (bei Erreichen der Regelaltersgrenze). Im Falle des Ausspruchs einer ordentlichen Kündigung werden für während der Kündigungsfrist ausreichende Direktorinnen/Direktoren keine Nachfolgerinnen/Nachfolger berufen, deren Dienstzeit über den Zeitpunkt der Wirksamkeit der Kündigung hinausreichen würde.* Au vu de cette disposition l'Etat ne pourra résilier ce contrat qu'à très long terme; voilà pourquoi, l'échéance des trente ans est reprise à l'article sous rubrique.

Par ailleurs, comme la subvention est accordée annuellement, il s'est montré que dans les années à venir les montants alloués dépasseront le seuil des 40 millions d'euros pour lequel une base légale est demandée suivant l'article 80 paragraphe (1), point d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Selon les dispositions de cet article, „tout autre engagement financier“ dont le montant dépasse la somme de 40.000.000 euros doit être autorisé par la loi.

Dans le passé, l'interprétation de cet article a donné lieu à des interprétations divergentes de sorte que la Direction du Contrôle financier a émis un visa lors du paiement de la subvention, ce qui a donné lieu à un passer-outre. L'article en question vise également à régulariser l'octroi de la subvention.

\*

#### FICHE FINANCIERE

<i>Budget</i>	<i>Dépense</i>
2012	€ 1.000.000
2013	€ 7.497.000
2014	€ 8.326.306



6679/01

**N° 6679<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

**PROJET DE LOI****portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES**

(3.6.2014)

Par lettre du 9 avril 2014, Monsieur Marc HANSEN, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, a fait parvenir pour avis à notre chambre professionnelle le projet de loi sous rubrique.

1. En date du 20 mai 2009, l'Etat a signé une convention de coopération avec la Max Planck Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e. V. en vue de la création d'un Max Planck Institute Luxembourg dans le domaine du droit procédural et conformément aux critères de qualité qui prévalent dans la Max Planck Gesellschaft. Cet accord de coopération est complété par un contrat de financement signé par les deux parties respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

2. Pour l'Etat luxembourgeois, la création d'un tel institut s'inscrit dans une démarche qui consiste à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un institut prestigieux, qui permet également de donner une visibilité accrue au Luxembourg comme site de recherche. Au surplus, un choix judicieux de la thématique de recherche doit permettre un „clustering“ de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe, et les activités de l'institut, et celles de l'Université de sorte à ce que le premier contribue au développement de la seconde.

3. La thématique du droit procédural européen et international est celle qui a été retenue pour servir d'objet de recherche en y incluant les questions procédurales en droit financier. Ce choix tend à faire du Luxembourg un centre de compétences en droit.

4. Le montage est le suivant:

- création d'un Max Planck Institute Luxembourg (MPI) par la Max Planck Gesellschaft;
- contrat entre l'Etat luxembourgeois et le Max Planck Institute Luxembourg (MPI) réglant les droits et devoirs de chacun;
- contrat de coopération entre l'Université du Luxembourg et le Max Planck Institute Luxembourg (MPI) permettant de fortes synergies et un développement non concurrent des activités de chacun dans le domaine juridique.

5. La forme juridique de l'institut est celle d'une fondation de droit luxembourgeois, et ce pour bien documenter l'ancrage de l'institut dans le paysage luxembourgeois de l'enseignement supérieur et de la recherche publique. Une deuxième caractéristique de l'institut est celle de son ouverture internationale.

6. L'institut est structuré autour de trois directeurs de programme et, son rythme de croisière une fois atteint, verra plus de cent vingt chercheurs à son actif, dont un nombre important en formation doctorale.

7. Le présent projet de loi entend donner une base légale au financement du Max Planck Institute Luxembourg.

**8. La Chambre des salariés a l'honneur de vous communiquer qu'elle approuve le présent projet de loi.**

Luxembourg, le 3 juin 2014

*Pour la Chambre des salariés,*

*Le Directeur,*  
Norbert TREMUTH

*Le Président,*  
Jean-Claude REDING

6679/02

N° 6679<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

## PROJET DE LOI

portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International,  
European and Regulatory Procedural Law

\* \* \*

## AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(2.6.2014)

Le projet de loi sous avis a pour objet de donner une base légale au financement du *Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*.

Le 20 mai 2009, l'Etat luxembourgeois a signé une **convention de coopération** avec la *Max Planck Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.* (MPG), en vue de la création d'un *Max Planck Institute Luxembourg* (MPIL) dans le domaine du droit procédural. Par la suite, un **contrat de financement** a été signé par les deux parties, respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

Le *Max Planck Institute Luxembourg* est une fondation de droit luxembourgeois, structurée autour de trois directeurs de programme et devrait compter, dès que la vitesse de croisière serait atteinte, environ 120 chercheurs, dont un nombre important en formation doctorale.

\*

## CONSIDERATIONS GENERALES

*S'agissant de l'opportunité de créer un Max Planck Institut Luxembourg*

Selon l'exposé des motifs du projet de loi sous avis, „[p]our l'Etat luxembourgeois, la création d'un tel institut s'inscrit dans une démarche qui consiste à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un institut prestigieux, qui permet également de donner une visibilité accrue au Luxembourg comme site de recherche. Au surplus, un choix judicieux de la thématique de recherche doit permettre un „clustering“ de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe, et les activités de l'institut, et celles de l'Université de sorte à ce que le premier contribue au développement de la seconde“.

La Chambre de Commerce estime que la philosophie sous-jacente à la création du MPIL est louable et que les buts annoncés sont en accord avec ses propositions formulées à de nombreuses reprises.

Tout d'abord, le MPIL permettra de développer encore davantage les activités de recherche sur le sol luxembourgeois.

Ensuite, la renommée internationale de la *Max Planck Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.* pourrait permettre au MPIL d'attirer, en son sein, les meilleurs chercheurs et doctorants dans les matières visées. Or, il est primordial pour l'économie luxembourgeoise de développer des niches de compétences en valorisant le capital humain, et ce pour remplacer, ou tout au moins compenser, les niches réglementaires non durables, même à court terme (suite, par exemple, au changement de législation qui interviendra en 2015 au sujet de la TVA sur le commerce électronique).

Enfin, la présence d'un Institut de recherche prestigieux sur le sol grand-ducal pourrait induire des retombées importantes pour le Luxembourg, en termes de coopérations internationales ou d'attrait de nouvelles activités étrangères par exemple, et ce grâce à la visibilité accrue de son site de recherche. De surcroît, le rayonnement international de la place financière luxembourgeoise et l'image du Luxembourg en tant que „capitale européenne“, avec singulièrement la présence de la Cour de justice

de l'Union européenne, ne peuvent que bénéficier de la création d'un tel Institut de droit procédural européen et international.

#### *S'agissant de la convention de coopération et du contrat de financement*

Tout d'abord, la Chambre de Commerce regrette profondément que la convention de coopération et le contrat de financement ne soient pas fournis pour information, ce dernier prévoyant notamment que le financement est de 30 ans, renouvelable. A ses yeux, ces deux documents, au tout au moins une reproduction des faits saillants, fait partie intégrante d'un projet de loi ayant des retombées budgétaires significatives et à très long terme.

Ensuite, elle remarque que cinq années séparent la signature de la convention de coopération (2009) et le présent projet de loi. Elle s'interroge sur les raisons sous-jacentes.

#### *S'agissant du financement du Max Planck Institute Luxembourg*

La Chambre de Commerce remarque que le financement du MPIL est un projet de grande envergure. En effet, un maximum théorique de 360 millions EUR pourraient lui être alloués sur une période de 30 ans, à savoir 12 millions EUR par an lorsque le MPIL aura atteint „son rythme de croisière“.

Tout d'abord, la Chambre de Commerce se doit de critiquer le manque d'informations détaillées contenues dans le projet de loi sous avis, qu'un tel plan de financement mériterait toutefois. Elle remarque par exemple que la fiche financière annexée au projet de loi sous avis ne présente que les montants budgétisés entre 2012 et 2014. Or, ces montants n'atteignent pas encore les 12 millions EUR par an prévus. La Chambre de Commerce regrette que des prévisions sur une plus longue échéance ne soient pas présentées au vu de l'importance des montants engagés.

Ensuite, la Chambre de Commerce se demande quel est le point de départ retenu pour le délai de 30 ans. Le MPIL ayant déjà reçu un financement en 2012, cette année est-elle prise comme référence, ou alors l'année d'entrée en vigueur du projet de loi sous avis est-elle préférée?

Enfin, le commentaire de l'article précise que le contrat de financement ne peut être résilié avant le départ à la retraite du plus jeune directeur. Or, quelle est la politique de remplacement des directeurs qui souhaitent quitter le MPIL? S'ils sont remplacés par des directeurs plus jeunes, la résiliation du contrat de financement n'aurait jamais lieu. Au-delà de ce questionnement spécifique, la Chambre de Commerce s'étonne sur le bien-fondé d'une telle manière de procéder, et en l'occurrence l'opportunité de conditionner une éventuelle résiliation, non pas aux résultats et aux performances de l'Institut (voir *infra*), mais à un événement sur lequel les autorités luxembourgeoises n'ont aucune emprise (à savoir les plans de carrière et la politique de recrutement de tiers).

#### *S'agissant de l'évaluation des résultats du Max Planck Institute Luxembourg*

La Chambre de Commerce soulève que le projet de loi prévoit d'allouer au MPIL un financement au cours de 30 années, et ce sans aucune évaluation des résultats ou de retombées, ce que la Chambre de Commerce ne saurait cautionner. En effet, à l'instar d'autres centres de recherche, la Chambre de Commerce souhaite que soit évalué, à intervalles à déterminer, le MPIL. Le cas échéant, en cas de manquement aux devoirs, le financement devrait pouvoir être revu, adapté, voir supprimé.

La critique ci-avant doit être interprétée à l'aune de l'absence de communication, par les auteurs du projet de loi sous avis, de la convention de coopération et du contrat de financement. La Chambre de Commerce n'ayant pas obtenu copie desdits documents, elle doit partir du principe que ces derniers ne prévoient pas l'évaluation régulière des résultats de l'Institut.

En outre, se pose la question de l'évaluation des trois directeurs, qui n'est nullement prévue dans le projet de loi sous avis.

#### *S'agissant des fiches financière et d'évaluation d'impact*

La Chambre de Commerce remarque que les fiches financière et d'évaluation d'impact font référence, dans leur intitulé du projet, à l'„avant-projet de loi [...]“. La Chambre de Commerce suppose qu'il s'agit d'une erreur et que ces dernières sont en réalité celles du projet de loi sous avis.

#### *Conclusion*

Si la Chambre de Commerce ne saurait remettre en question l'opportunité de créer sur le sol luxembourgeois un Institut de droit procédural européen et international, de surcroît d'une telle renommée,



elle estime, après analyse du projet de loi sous avis, que ce dernier revêt un caractère peu soigné et qu'il soulève de très importantes questions quant au fond.

La Chambre de Commerce ne peut se défaire de l'impression que le projet de loi a été déposé suite à la seule „contrainte“ de seuil de 40 millions EUR, comme évoqué dans le commentaire de l'article qui précise que „[...] comme la subvention est accordée annuellement, il s'est montré que dans les années à venir les montants alloués dépasseront le seuil des 40 millions d'euros pour lequel une base légale est demandée suivant l'article 80 paragraphe (1), point d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Selon les dispositions de cet article, „tout autre engagement financier“ dont le montant dépasse la somme de 40.000.000 euros doit être autorisé par la loi“.

Le projet de loi, dans son état actuel, est incomplet et ne semble guère approprié pour une initiative législative qui assortira des effets budgétaires très significatifs et qui fera naître des obligations, quasiment inconditionnelles, dans le chef de l'Etat pour une période de temps d'au moins trente ans.

\*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce, tout en saluant l'objectif et le principe de création de l'Institut, ne saurait approuver le projet de loi sous avis dans sa forme actuelle.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6679/03

N° 6679<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

**PROJET DE LOI**

**portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Addendum (26.6.2014)</i>	
1) Zuwendungsvertrag .....	1
2) Kooperationsvertrag .....	8

\*

**ZUWENDUNGSVERTRAG****Zuwendungsvertrag**

zwischen dem

*Großherzogtum Luxemburg*

vertreten durch

Herrn Minister François Biltgen  
Ministerium für Hochschulwesen und Forschung  
20, Montée de la Pétrusse, L-2327 Luxemburg,

der

*Max Planck Institute Foundation Luxemburg*

Stiftung des bürgerlichen Rechts als Trägerin des  
Max Planck Institute Luxemburg  
for International, European and Regulatory Procedural Law

vertreten durch

den Vorsitzenden des Verwaltungsrats, Herrn Prof. Dr. Peter Gruss, sowie  
den Stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats, Herrn Prof. Dr. Wolfgang Schön,  
4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxemburg-Kirchberg,

und der

*Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*

vertreten durch

den Präsidenten, Herrn Prof. Dr. Peter Gruss, sowie  
den Generalsekretär, Herrn Dr. Ludwig Kronthaler,  
Hofgartenstraße 8, D-80539 München,

(alle drei zusammen im Folgenden „Vertragsparteien“ genannt).

## **Präambel**

Das Großherzogtum Luxemburg (nachfolgend „GHL“) und die Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V. (nachfolgend „MPG“) verbindet das Ziel, am Wissenschaftsstandort Luxemburg eine herausragende wissenschaftliche Einrichtung ins Leben zu rufen. Zu diesem Zweck haben beide Partner am 18./20. Mai 2009 einen Kooperationsvertrag geschlossen, in dem die Gründung eines Max-Planck-Instituts Luxemburg zum Thema „International, European and Regulatory Procedural Law“ (nachfolgend „MPI“) am Standort Luxemburg-Stadt in Aussicht genommen wird. Träger dieses Instituts soll die von der MPG gegründete Max Planck Institute Foundation Luxemburg, Stiftung des bürgerlichen Rechts des GHL, (nachfolgend „Foundation“) sein.

GHL und MPG haben vereinbart, dass das GHL die für die Finanzierung des MPI erforderlichen Mittel durch Zuwendungen an die Foundation zur Verfügung stellt. Sie gehen davon aus, dass der jährliche Finanzbedarf des MPI auf der Grundlage der in Aussicht genommenen Institutsgröße bei ca. 10 Mio. € liegen wird und – je nach weiterer Entwicklung des MPI und möglicher Inflation – erforderlichenfalls im Endausbau nach Abstimmung mit dem GHL anzupassen ist.

Durch diesen Zuwendungsvertrag soll die nähere Ausgestaltung der GHL-Zuwendungen geregelt werden.

## § 1

### *Vertragsgegenstand*

(1) Zwischen den Vertragsparteien besteht Einvernehmen, am Standort Luxemburg-Stadt ein Forschungsinstitut mit dem Titel „Max Planck Institute Luxemburg for International, European and Regulatory Procedural Law“ in der Rechtsform einer Foundation zu etablieren. Die Vertragsparteien betonen die wissenschaftliche und strukturelle Autonomie von Foundation/MPI.

Der Schwerpunkt der Forschungsaktivitäten des Instituts wird in Luxemburg-Stadt liegen. Die Zahlungsströme zur Gründung und Unterhaltung des MPI werden zwischen dem GHL und der Max Planck Institute Foundation Luxemburg erfolgen.

(2) Das GHL stellt der MPG ein Stiftungskapital von 250.000 € für die Errichtung der Foundation zur Verfügung, das mit Wirkung für die MPG direkt auf ein Konto der Foundation bei einem in Luxemburg ansässigen Kreditinstitut zu zahlen ist.

Sollte die Stiftung aufgelöst werden, zahlt das MPI dieses Stiftungskapital an das GHL zurück.

(3) Das GHL hat sich zur dauerhaften, unbedingten und auskömmlichen Sicherstellung der finanziellen Ressourcen des MPI gemäß dem Kooperationsvertrag vom 18./20. Mai 2009 bereit erklärt.

## § 2

### *Finanzierung*

(1) Das GHL verpflichtet sich gegenüber den Vertragspartnern, das MPI durch Zuwendungen an die Foundation finanziell zu tragen. Dies geschieht in Form von jährlichen, nicht rückzahlbaren finanziellen Zuwendungen (institutionelle Förderung) auf der Grundlage des im Gesamthaushalt des GHL für das jeweilige Jahr vorgesehenen Kreditrahmens. Die Regierung des GHL wird bei der jährlichen Vorlage des Gesamthaushalts der Unbedingtheit der o. a. Finanzierungszusage Rechnung tragen.

(2) Das GHL überweist die institutionelle Förderung für das jeweils anlaufende Jahr bis spätestens zum 31. Januar auf ein von der Foundation anzugebendes Konto bei einem in Luxemburg ansässigen Kreditinstitut. Von dem Gesamtbetrag wird dabei gemäß haushaltsrechtlicher Vorgaben des GHL ein Anteil von 10% zunächst einbehalten. Dieser wird im Folgejahr ausgezahlt, nachdem der von einem in Luxemburg zugelassenen Wirtschaftsprüfer geprüfte Jahresabschluss über das abgelaufene Geschäftsjahr der Foundation gemäß deren Satzungsbestimmungen sowie ein jährlicher Tätigkeitsbericht (§ 2 Abs. 4) veröffentlicht wurden.

(3) Zur Festlegung der für das MPI benötigten Gesamtsumme der Finanzmittel wird die Foundation dem GHL jedes Jahr – erstmals zum 15. Oktober 2012 und dann jeweils im Vorjahr bis spätestens zum 15. März –

- a) einen Wirtschaftsplan (Plan, in dem alle für die folgenden vier Geschäftsjahre geplanten Einnahmen, Ausgaben und Stellen in Form einer Vorausschau veranschlagt sind), sowie
- b) einen detaillierten Haushaltsplan (Plan, der alle Einnahmen und Ausgaben (Personal- und Sachausgaben, Ausgaben für Nachwuchsförderung sowie Investitionen), die für das kommende Haushaltsjahr geplant sind, beziffert) als Grundlage für die jährliche Zuwendung seitens des GHL

vorlegen.

Wirtschaftsplan und Haushaltsplan gliedern sich wie folgt:

Kapitel 1: Personalausgaben (einschließlich zusätzlicher Ausgaben für die im Rahmen der Berufungsverhandlungen bei den Direktoren zugesagte zusätzliche Altersvorsorge sowie zum Nachkauf von Versicherungszeiten)

Kapitel 2: Sachausgaben (einschließlich Ausgaben für den laufenden Betrieb der MPI-Räumlichkeiten – Betriebsausgaben)

Kapitel 3: Ausgaben für Nachwuchsförderung

Kapitel 4: Investitionen (einschließlich Bauunterhalt)

Kapitel 5: Einnahmen (einschließlich zweckgebundene Einnahmen aus Drittmitteln oder Spenden).

Die Zahlen des Haushaltsplans für das kommende Haushaltsjahr können von den Zahlen, die im Wirtschaftsplan für das jeweilige Haushaltsjahr vorgesehen sind, abweichen, um der tatsächlichen Entwicklung des MPI Rechnung zu tragen. Die Summe der jährlichen Zuwendungen an das MPI seitens des GHL kann die im Wirtschaftsplan festgelegte Gesamtsumme nicht überschreiten (§ 2 Abs. 6).

Im Gegensatz zu Absatz (3) (a) umfasst der erste Wirtschaftsplan nur zwei Haushaltsjahre (2012 und 2013).

Die Buchhaltung des MPI entspricht den Prinzipien der kaufmännischen Buchführung und das Rechnungsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

(4) Bis zum 15. März des Folgejahres ist seitens der Foundation dem GHL und der MPG ein Tätigkeitsbericht vorzulegen, der über wesentliche Forschungsprojekte der Abteilungen, Aktivitäten zur Nachwuchsförderung und zur Aufnahme von Gastwissenschaftlern, zu Kooperationen – namentlich mit der Universität Luxemburg – und zu wissenschaftlichen Veranstaltungen berichten wird.

(5) Auf der Basis des detaillierten Haushaltsplanes verständigen sich die Vertragsparteien bis zum 31. März über die Höhe der konkreten Zuwendung.

(6) Die Foundation ist verpflichtet, die jährlichen Ausgaben des MPI im Rahmen des mit dem GHL vereinbarten Zuschussbetrages (ausgezahlt 90% für das laufende Jahr plus ausgezahlter Betrag des letztjährigen 10%-Einbehalts) zu halten. Einnahmen wirken sich nicht zuwendungsmindernd aus.

Für den Fall, dass nicht vorhersehbare Ausgaben des MPI den Rahmen des vereinbarten Zuschussbetrages zu übersteigen drohen, werden sich Foundation und GHL rechtzeitig über eine Erhöhung oder einen vorzeitigen Abruf des genehmigten Zuschussbetrages abstimmen.

(7) Personal- und Sachausgaben, Ausgaben für Nachwuchsförderung sowie Investitionsausgaben sind jeweils in sich und gegenseitig deckungsfähig. Nicht verbrauchte Zuschüsse sind während des Förderzeitraums in die nächste Förderperiode übertragbar. Am Ende der Förderperiode nicht verwendete Kassenmittel brauchen in der Regel nicht an das GHL zurückgezahlt werden.

(8) Die Foundation hat sämtliche Mittel unter Beachtung sowohl der Bestimmungen dieses Vertrages als auch der für die Foundation geltenden Regelungen zu verwenden und ausschließlich für das MPI einzusetzen. Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, dass die Zuwendung nur zur Deckung von Ausgaben bestimmt ist, die zur Erreichung des Satzungszwecks des MPI unter Beachtung der Grundsätze von Wirtschaftlichkeit und Sparsamkeit geleistet werden. Bei der Vergabe von Aufträgen sind die einschlägigen vergaberechtlichen Bestimmungen zu beachten. Innerhalb dieses Rahmens entscheidet

das Direktorium des MPI über die konkrete Verwendung der Mittel, wobei es die MPI-Wirtschaftsplanung beachtet.

(9) Soweit die Foundation im Rahmen der laufenden Sach- und Investitionsausgaben aus Mitteln der durch das GHIL gewährten institutionellen Förderung Gegenstände oder Rechte erwirbt, gehen diese in das Eigentum der Foundation über.

Einnahmen aus der Veräußerung oder Verwertung von Gegenständen und Rechten sind unter Beachtung der haushaltsrechtlichen Regelungen des GHIL wiederum für Satzungszwecke des MPI zu verwenden.

### § 3

#### *Personal*

(1) Übereinstimmend aktualisieren die Vertragsparteien die dem Kooperationsvertrag vom 18./20. Mai 2009 als Anlage B beigefügten strukturellen Eckdaten des MPI wie folgt:

- a) 3 (drei) wissenschaftliche Abteilungen, die von jeweils einem wissenschaftlichen Mitglied der MPG geführt werden und über eine Ausstattung verfügen, wie sie den Ausstattungen der Max-Planck-Institute der Geistes-, Sozial- und Humanwissenschaftlichen Sektion entspricht.
- b) 1 (ein) Auswärtiges Wissenschaftliches Mitglied mit einer Beteiligung an den Ressourcen des MPI, wie sie für Max-Planck-Forschungsgruppen an den Max-Planck-Instituten der Geistes-, Sozial- und Humanwissenschaftlichen Sektion üblich ist.
- c) 1 (eine) Max-Planck-Forschungsgruppe (ehemals „Selbständige Nachwuchsgruppe“) mit einer Ausstattung, wie sie an den Max-Planck-Instituten der Geistes-, Sozial- und Humanwissenschaftlichen Sektion üblich ist.
- d) Wissenschaftlich-technische Serviceeinheiten, insbesondere bestehend aus einer Bibliothek gemäß Max-Planck-Standard, adäquaten „guest facilities“ sowie EDV-Einheit.
- e) Institutsverwaltung.

(2) Die Vertragsparteien sind sich einig, dass diese Eckdaten in einem zielstrebigem Aufbauprozess erreicht werden sollen und dies eine der Aufgaben des zu berufenden MPI-Direktoriums sein wird. Darüber hinaus ist ihnen bewusst, dass sie eine Momentaufnahme darstellen und – eine positive Entwicklung des MPI vorausgesetzt – erforderlichenfalls im Rahmen einvernehmlicher Verhandlungen zu ergänzen sind.

### § 4

#### *Unterbringung*

(1) Das GHIL wird der Foundation für die dauerhafte Unterbringung des MPI ein für die vorgesehenen Forschungszwecke adäquates Gebäude in der Größenordnung von ca. 3.900 m<sup>2</sup> Hauptnutzfläche, das sich am Standort der Fakultät für Rechts-, Wirtschafts- und Finanzwissenschaften der Universität Luxemburg (derzeit Campus Limpertsberg in Luxemburg-Stadt) befindet, unentgeltlich (erbbauzins- bzw. mietfrei) und möglichst im Rahmen eines (Teil-)Neubaus zur Verfügung stellen (siehe Anlage 1). Dies schließt die dafür erforderliche Infrastruktur, insbesondere Bibliothek, technische Versorgung, Stellplätze und Möblierung, in der benötigten Größenordnung sowie – bei Bedarf – die Möglichkeit für eine Gästeunterbringung mit ein. Die in Satz 1 angeführte Hauptnutzfläche ist für den Fall, dass das Gebäude über einen ungünstigen Raumschnitt verfügt (z.B. Altbau) und deshalb eine angemessene Unterbringung des in § 3 aufgeführten Personals nicht gewährleistet ist, entsprechend höher anzusetzen. Der bauliche Standard wird im Rahmen der luxemburgischen Bauvorschriften demjenigen Standard entsprechen, der für exzellente, international ausgerichtete wissenschaftliche Forschung erforderlich ist (vergleichbar dem der neuen Wissenschaftsbauten auf dem Campus Belval in Luxemburg-Stadt, etwa der Maison du Savoir oder dem Bâtiment Biotech).

(2) Ein zentrales Element des Institutsgebäudes wird die institutseigene Bibliothek sein. Diese kann baulich konstruktiv mit einer Bibliothek der Fakultät für Rechts-, Wirtschafts- und Finanzwissenschaften

der Universität Luxemburg verbunden sein, sofern gewährleistet ist, dass sie innenräumlich und organisatorisch vom Universitätsbetrieb getrennt ausgeführt und eigenständig vom MPI betrieben wird.

(3) GHIL und MPI werden die notwendigen Baubedarfe kontinuierlich abstimmen und alles daran setzen, eine Fertigstellung der vollständigen dauerhaften Unterbringungsmöglichkeit des MPI innerhalb von fünf Jahren nach Abschluss dieses Zuwendungsvertrages zu erreichen. Zu diesem Zweck werden sie auch die ihnen möglichen Anstrengungen unternehmen, um den raschen Abschluss der erforderlichen Genehmigungsverfahren zu erreichen.

(4) In der Aufbauphase wird das GHIL adäquate Interimslösungen in einer Größenordnung von ca. 3.100 m<sup>2</sup> Hauptnutzfläche mit dem MPI abstimmen und kostenfrei spätestens drei Monate vor dem hauptamtlichen Arbeitsbeginn des ersten Direktoriumsmitglieds (voraussichtlich Juni 2012) zur Verfügung stellen. Die dem GHIL dadurch entstehenden Kosten mindern nicht die institutionelle Förderung.

## § 5

### *Vertragsdauer*

(1) Dieser Vertrag tritt am Tag seiner Unterschrift durch die Vertragspartner in Kraft und ist unbefristet.

(2) Die Möglichkeit zur ordentlichen oder außerordentlichen Kündigung dieses Vertrages richtet sich nach der entsprechenden Kündigungsregelung des zwischen GHIL und MPG geschlossenen Kooperationsvertrages vom 18./20. Mai 2009 unter Beachtung insbesondere der nachlaufenden Finanzierungspflichten, wie sie sich aus dessen §§ 7.5 und 7.6 ergeben.

(3) Die gesetzlichen Prüfungsinstanzen des GHIL, die Revision des GHIL oder seine Beauftragten sind sowohl während als auch nach Beendigung dieses Vertrages jederzeit berechtigt, die ordnungsgemäße und die dem vorliegenden Vertrag entsprechende Verwendung der Mittel zu prüfen. Auf Bitte der mit der Prüfung vom GHIL beauftragten Instanzen hat die Foundation ihnen die hierzu notwendige Einsicht in die Bücher oder Leserechte zu gewähren. Die MPG ist berechtigt, zum Verlauf und Ergebnis der Prüfverfahren Stellung zu nehmen.

Alle Belege sind bis 10 Jahre nach Vorlage des Jahresabschlusses aufzubewahren, soweit nicht nach steuerrechtlichen oder anderen Rechtsvorschriften eine längere Aufbewahrungsfrist bestimmt ist. Zur Aufbewahrung können auch Bild- oder Datenträger verwendet werden.

## § 6

### *Schlussbestimmungen*

(1) Dieser Zuwendungsvertrag ergänzt den zwischen GHIL und MPG geschlossenen Kooperationsvertrag vom 18./20. Mai 2009 und dessen Anlagen.

(2) Änderungen und Ergänzungen dieses Vertrages und/oder seiner Anlage bedürfen der Schriftform.

(3) Sollten eine oder mehrere Vertragsbestimmungen unwirksam sein oder werden, so sind die Vertragsparteien verpflichtet, die unwirksamen Bestimmungen durch andere wirksame Bestimmungen zu ersetzen, die den unwirksamen Bestimmungen so nahe wie möglich kommen. Sollte sich eine solche Regelung nicht finden lassen, wirkt sich die Unwirksamkeit einer oder mehrerer Vertragsbestimmungen nicht auf die Gültigkeit des Vertrages im Ganzen aus, es sei denn, die unwirksamen Bestimmungen sind für den Vertrag von so wesentlicher Bedeutung, dass vernünftigerweise anzunehmen ist, die Vertragsparteien hätten den Vertrag ohne die unwirksamen Bestimmungen nicht geschlossen.


(4) Bei Meinungsverschiedenheiten im Zusammenhang mit dieser Vereinbarung werden sich die Vertragsparteien um eine gütliche Einigung bemühen. Sollte dies nicht gelingen, werden sie sich gemäß



§ 9 Abs. 3 und 4 des zwischen GHIL und MPG geschlossenen Kooperationsvertrages vom 18./20. Mai 2009 an ein Schiedsgericht wenden.

Luxemburg, den 7. Juni 2012

für das  
*Großherzogtum Luxemburg*



François BILTGEN  
*(Minister für Hochschulwesen  
und Forschung)*

München, den 30. Mai 2012

für die  
*Max Planck Institute  
Foundation Luxemburg*



Prof. Dr. Peter GRUSS  
*(Vorsitzender des  
Verwaltungsrats)*

München, den 30. Mai 2012

für die  
*Max-Planck-Gesellschaft  
zur Förderung der  
Wissenschaften e.V.*



Prof. Dr. Peter GRUSS  
*(Präsident)*



Prof. Dr. Wolfgang SCHÖN  
*(Stellvertretender Vorsitzender  
des Verwaltungsrats)*



Dr. Ludwig KRONTHALER  
*(Generalsekretär)*

*Anlage 1*

Raumbedarfsplanung – Flächenbedarf

\*

## ANLAGE 1

*Max Planck Institute Luxemburg for International, European  
and Regulatory Procedural Law*

**Raumbedarfsplan – Flächenbedarf**

<b>Wissenschaftlicher Bereich – Organisationseinheit A</b>		
	Büro	1.528m <sup>2</sup>
	Lager	68m <sup>2</sup>
	Kommunikation	60m <sup>2</sup>
	<b>Zwischensumme A</b>	<b>1.656m<sup>2</sup></b>
<b>Wissenschaftlicher Service – Organisationseinheit B</b>		
	Büro	57m <sup>2</sup>
	Datenverarbeitung	110m <sup>2</sup>
	Kommunikation	200m <sup>2</sup>
	<b>Zwischensumme B</b>	<b>367m<sup>2</sup></b>
<b>Administrativ-technischer Service – Organisationseinheit C</b>		
	Büro	367m <sup>2</sup>
	Lager	97m <sup>2</sup>
	Kommunikation	135m <sup>2</sup>
	<b>Zwischensumme C</b>	<b>599m<sup>2</sup></b>
<b>Sonderbereiche – Organisationseinheit D</b>		
	Bibliothek	1.238m <sup>2</sup>
	<b>Zwischensumme D</b>	<b>1.238m<sup>2</sup></b>
<b>Gesamtsumme Institut</b>		
	<b>NF 1-6</b>	<b>3.860m<sup>2</sup></b>

\*

## KOOPERATIONSVERTRAG

### Kooperationsvertrag

zwischen dem

*Großherzogtum Luxemburg,*

vertreten durch

Herrn Minister François Biltgen,  
Ministerium für Kultur, Hochschulwesen und Forschung  
20, Montée de la Pétrusse, L-2327 Luxemburg

und der

*Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.,*

vertreten durch

den Herrn Präsidenten Prof. Dr. Peter Gruss  
und die Frau Generalsekretärin Frau Dr. Barbara Bludau,  
Hofgartenstr. 8, 80539 München, Deutschland

### Präambel

*In Gemeinschaft mit dem Großherzogtum Luxemburg beabsichtigt die Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V. (nachfolgend „MPG“), ein Max-Planck-Institut (nachfolgend „MPI“) am Standort Luxemburg-Stadt zum Thema „Comparative (or International), European and Regulatory Procedural Law“ zu gründen. Dieses Institut wird durch das Großherzogtum (nachfolgend „GHL“) finanziell getragen. Die Zusammenarbeit zwischen dem GHL und der MPG dient der Entwicklung des Wissenschaftsstandorts Luxemburg ebenso wie der Erweiterung des Forschungsportfolios der MPG. Sie trägt zugleich der im gemeinsamen Memorandum vom 16.2.2009 (Anlage A) betonten herausragenden Bedeutung des Verfahrensrechts für die Entwicklung grenzüberschreitender Rechtsbeziehungen Rechnung.*

*Als vertragliche Grundlage dieser Kooperation verständigen sich die Parteien auf die nachfolgenden Regelungen:*

### § 1

#### **Errichtung und Betrieb des MPI, Freiheit der Wissenschaft**

1.1. Die MPG errichtet in Luxemburg-Stadt ein Forschungsinstitut mit dem Titel „Max Planck Institute Luxembourg for Comparative (or International), European and Regulatory Procedural Law“. Träger dieses Instituts ist ein Trägerverein mit eigener Rechtsform und beschränkter Haftung nach dem Recht des GHL. Die Mitglieder des Trägervereins werden von der MPG bestimmt.

1.2. Das MPI widmet sich in drei Abteilungen dem im Institutsnamen beschriebenen Themenkreis. Die wissenschaftliche Forschung steht unter der eigenständigen Leitung von drei Direktorinnen/ Direktoren, denen die alleinige Kompetenz zur Auswahl der Forschungsvorhaben des Instituts zusteht. Die Direktoren werden nach den Regelungen und Verfahren, insbesondere den Exzellenzkriterien der MPG berufen. Sie begründen ein arbeitsrechtliches Vertragsverhältnis mit dem Trägerverein.

1.3. Eine der drei Abteilungen des Instituts soll dem Thema „Regulatory Procedural Law“ im Sinne des Memorandums (Anlage A) gewidmet werden. Sofern zunächst nur zwei Abteilungen eingerichtet werden, soll die dem Thema „Regulatory Procedural Law“ gewidmete zu ihnen gehören.

1.4. Um die Freiheit von Wissenschaft und Forschung zu garantieren, sind das MPI und sein Leitungskollegium in gleicher Weise wie alle anderen Institute der MPG gekennzeichnet durch Eigenständigkeit, Weisungsfreiheit und die Unabhängigkeit von staatlicher Einflussnahme. Satzung und Geschäftsordnung des Instituts und seines Trägers werden in Übereinstimmung mit den Vorgaben der Satzung der MPG und in Anlehnung mit vergleichbaren körperschaftlichen Regelungen anderer

Max-Planck-Institute geregelt. Zu der Satzung des Trägervereins und der Satzung des Instituts wird dem GHL vor der Beschlussfassung in den Gremien der MPG Gelegenheit zur Stellungnahme gegeben.

1.5. Die Parteien verpflichten sich zu Neuverhandlungen über die Grundlagen des Instituts, wenn sich Hindernisse für die vollständige Verwirklichung des Forschungszwecks, dem dieses Institut gewidmet ist, einstellen.

1.6. Die Parteien richten mit Inkrafttreten dieses Vertrages ein Gremium (Standing Group) ein, in dem alle die Gründung des Instituts betreffenden Fragen geklärt werden. Jede Partei entsendet zwei Vertreter/innen in diese Standing Group, die unter dem gemeinsamen Vorsitz je einer Vertreterin/eines Vertreters einer Partei tagt. Die Standing Group wird spätestens mit der Ernennung der dritten Direktorin/des dritten Direktors aufgelöst.

1.7. Am Institut wird ein Kuratorium nach den Regeln der MPG eingerichtet. Die Regierung des GHL und die Universität Luxemburg sind berechtigt, je eine Vertreterin/einen Vertreter in das Kuratorium zu entsenden.

1.8. Jegliche Rechtsgeschäfte (und gleichartige Bestimmungen) über die Nutzung von durch das GHL zur Verfügung gestellten Immobilien zur Unterbringung des MPI werden jeweils in einem selbständigen Vertrag geregelt.

## § 2

### ***Finanzierung des MPI***

2.1. Das GHL verpflichtet sich, das MPI entsprechend dem diesem Kooperationsvertrag als Anlage B beiliegenden Institutskonzept in der Grundförderung dauerhaft und unbedingt zu finanzieren.

2.2. Die Mittel für die Grundförderung (2.1.) stellt das GHL jährlich im Voraus auf Basis einer Ressourcenplanung zur Verfügung. Dem GHL wird jährlich eine fortgeschriebene mittelfristige Finanzplanung für das MPI in Luxemburg zur Kenntnis geben. In dieser Finanzplanung wird mitgeteilt, in welchem Umfang (insbesondere in der Aufbauphase) die zugesagte Grundfinanzierung in Anspruch genommen wird.

2.3. Die Parteien sind sich einig, dass dem MPI weitere Wachstumsmöglichkeiten über die Grundförderung (2.1.) hinaus durch das Einwerben von Drittmitteln eröffnet werden sollen.

2.4. Sämtliche Mittel werden durch den Trägerverein ausschließlich für das MPI verausgabt. Über die konkrete Verwendung entscheidet das Direktorium des MPI im Rahmen der Haushaltsplanung und der Vorgaben der Drittmittelgeber.

## § 3

### ***Internationalität und MPG Governance Prinzipien***

3.1. Internationalität ist ein Grundprinzip des MPI. Sie kommt nicht nur in der Namensgebung und Themenstellung des Instituts zum Ausdruck, sondern bildet auch die Grundlage bei der Auswahl der an dem MPI tätigen Personen. Die MPG strebt in Übereinstimmung mit den Vorstellungen des GHL an, ein international besetztes Direktorium sowie herausragende europäische und außereuropäische Wissenschaftler/innen und wissenschaftliche Mitarbeiter/innen auf dem Forschungsgebiet für das MPI zu gewinnen.

3.2. Das MPI wird unter kollegialer Leitung der MPI-Direktorinnen/Direktoren stehen. Direktor/in kann nur werden, wer zum Wissenschaftlichen Mitglied der MPG berufen wird. Als Wissenschaftliche Mitglieder sind sie in Struktur und Gremien der MPG eingebunden (z.B. Sektion, Kommissionen, themen- und MPI-übergreifende Veranstaltungen etc.).

3.3. Die Parteien sind sich darüber einig, dass die inhaltliche Ausrichtung eines Max-Planck-Instituts im Rahmen von Nachfolgeberufungen, aber auch nach Maßgabe der sich wandelnden Interessenschwerpunkte der amtierenden Direktorinnen/Direktoren Änderungen unterliegen kann. Dies gilt insbesondere für die Auswahl neuer Direktorinnen/Direktoren, die nach den Exzellenzkriterien der MPG („Harnack-Prinzip“) erfolgt. Die Parteien sind sich darüber einig, dass einer solchen personellen und thematischen Neuausrichtung keine Bedenken entgegenstehen, solange keine signifikante Abweichung vom Gründungskonzept vorliegt.

#### § 4

### ***Kooperation mit der Universität Luxemburg***

Eine enge Zusammenarbeit mit der Universität Luxemburg und insbesondere den themennahen Fakultäten der Universität ist eine wesentliche Grundlage der erfolgreichen Etablierung des MPI. Die Parteien streben daher – unbeschadet sowohl der satzungsmäßigen Freiheit der Direktorinnen/Direktoren des MPI bei der Auswahl ihrer Forschungsprojekte und Ausbildungsleistungen als auch der wissenschaftlichen Freiheit der Universität Luxemburg – eine vielfältige Kooperation zwischen dem MPI und der Universität Luxemburg an. Die Grundzüge dieser Zusammenarbeit zwischen dem MPI und der Universität Luxemburg, insbesondere die Berechtigung der Direktorinnen/Direktorinnen des MPI zur Teilhabe an der Lehre sowie das Recht zur Betreuung von Promotionen an der rechts-, wirtschafts- und finanzwissenschaftlichen Fakultät der Universität Luxemburg, werden durch eine Rahmenkooperationsvereinbarung bis Mitte 2010 geregelt. Die Rahmenkooperationsvereinbarung mit der Universität wird notwendiger Annex zu diesem Kooperationsvertrag. Die konkrete Ausgestaltung der Kooperationen wird gemeinschaftlich mit den künftigen Direktorinnen/Direktoren des Instituts vorgenommen.

#### § 5

### ***Evaluierung***

5.1. Wichtiges Merkmal der Qualitätskontrolle der am MPI vertretenen Forschung ist die Evaluation der wissenschaftlichen Leistungen des Instituts, namentlich der das Institut leitenden Direktorinnen/Direktoren.

5.2. Nach Maßgabe der vom Senat der MPG beschlossenen „Regelungen für das Fachbeiratswesen“ (Anlage C), wird durch den Präsidenten der MPG ein unabhängiger wissenschaftlicher Fachbeirat eingesetzt, der das MPI regelmäßig besucht, berät und evaluiert. Alle sechs Jahre wird das MPI einer vergleichenden Bewertung im Rahmen der Erweiterten Evaluation eines Forschungsfeldes der MPG durch diesen Fachbeirat unterzogen.

Durch die regelmäßigen Beratungen und Bewertungen des Instituts durch den Fachbeirat sollen die dauerhafte Exzellenz des MPI gewährleistet und das Institut als attraktive internationale Forschungsstätte gesichert werden. Das GHIL erhält eine aussagekräftige Zusammenfassung der jeweiligen Evaluierungsergebnisse. Die/der Vorsitzende des Fachbeirats kann eingeladen werden, im Kuratorium zu berichten.

#### § 6

### ***IP-Regelungen***

6.1. Sämtliche Ergebnisse gleich welcher Art, insbesondere auch Erfindungen, die Wissenschaftler/innen und/oder Doktorandinnen/Doktoranden am MPI alleine oder gemeinsam mit Dritten hervorbringen, sind ausschließliches Eigentum bzw. unterliegen einem ausschließlichen, umfassenden Nutzungs- und Verwertungsrecht des Trägervereines. Ein Anspruch des GHIL an den Projektergebnissen und/oder Verwertungserlösen besteht nicht. Weder das GHIL noch die MPG haben einen Anspruch an den Projektergebnissen und/oder Verwertungserlösen.

6.2. Eventuell durch die Arbeit am MPI entstehende Urheberrechte stehen den jeweiligen Autoren/innen zu.

6.3. Im Verhältnis des MPI zu den Erfindern sollen die jeweiligen Erfinderregelungen der MPG entsprechend gelten. Die bisherige Praxis dieser Regelungen bedeutet für die Erfinder eine Erfindungsvergütung von bis zu 30% der Bruttolizenzehinnahmen, die bei der Verwertung einer Erfindung oder eines Know-hows erwirtschaftet werden.

## § 7

### *Vertragslaufzeit*

7.1. Dieser Vertrag wird für einen unbefristeten Zeitraum geschlossen. Er kann beiderseits durch ordentliche oder außerordentliche Kündigung gemäß den nachfolgenden Vorschriften beendet werden.

7.2. Die Frist zur ordentlichen Kündigung dieses Vertrages beträgt mindestens drei Jahre zum Ende eines Geschäftsjahres. Sie ist jedoch in keinem Fall kürzer als der Zeitraum bis zum Eintritt der/des im Zeitpunkt der Kündigung jüngsten Direktorin/Direktors in den Ruhestand (bei Erreichen der Regelaltersgrenze). Im Falle des Ausspruchs einer ordentlichen Kündigung werden für während der Kündigungsfrist ausscheidende Direktorinnen/Direktoren keine Nachfolgerinnen/Nachfolger berufen, deren Dienstzeit über den Zeitpunkt der Wirksamkeit der Kündigung hinausreichen würde.

7.3. Ein Recht zur außerordentlichen Kündigung beider Vertragsparteien besteht bei Vorliegen eines wichtigen Grundes. Ein solcher liegt vor, wenn festgestellt werden sollte, dass die wissenschaftliche Qualität des Instituts nachhaltig nicht zufriedenstellend ist und eine kurzfristige Qualitätsverbesserung nicht zu erwarten steht.

7.4. Eine nachhaltig nicht zufriedenstellende wissenschaftliche Qualität im Sinne von § 7 Ziffer 7.3. liegt vor, wenn dies der gemäß § 5 Ziffer 5.2. unabhängige evaluierende Fachbeirat der MPG im Rahmen von zwei aufeinanderfolgenden erweiterten Evaluierungen im Rahmen eines Forschungsfeldes feststellt. Die erste Forschungsfeldevaluierung des MPI wird nicht vor dem fünften Aufbau-/Forschungsjahr des MPI erfolgen. Sollte das Ergebnis der Evaluierung eine nachhaltig nicht zufriedenstellende wissenschaftliche Qualität des MPI bescheinigen, so wird der Präsident der MPG den Minister für Hochschule und Forschung des GHF über die Informationspflicht aus § 5 Ziffer 5.2. hinaus in einem vertraulichen Schreiben über die diesbezügliche Feststellung des Fachbeirats informieren. Dies entbindet die MPG nicht von anderen, nach diesem oder einem anderen Vertrag ggf. zusätzlich vereinbarten Informationsverfahren zwischen den Vertragsparteien betreffend das MPI.

7.5. Im Falle einer außerordentlichen Kündigung gemäß § 7 Ziffer 7.3. wird das Vertragsverhältnis für einen Abwicklungszeitraum von drei Jahren fortgesetzt.

7.6. Im Falle einer Kündigung trägt das GHF die bis zur vollständigen Abwicklung aufzubringenden Kosten für das MPI in voller Höhe unter Ausnutzung der im Institut zu diesem Zeitpunkt vorhandenen Drittmittel, soweit dies im Hinblick auf deren Zweckbindung möglich ist. Für den Fall, dass der Trägerverein Mitarbeitern/Mitarbeiterinnen des MPI eine über die gesetzlichen Altersversorgungsansprüche hinausgehende Versorgung zusagt, tritt das GHF in diese Verpflichtung ein, falls und soweit der Trägerverein diesen Verpflichtungen nicht nachkommen kann. Eine solche Versorgungszusage bedarf der Zustimmung des GHF.

## § 8

### *Errichtungsvoraussetzungen*

Die Parteien sind sich einig, dass Voraussetzung für die Gründung des Trägervereins und damit die Errichtung des MPI die Berufung und verbindliche Antrittszusage mindestens eines der zukünftigen Direktorinnen/Direktoren des MPI ist. Falls es dazu in einem angemessenen Zeitraum nicht kommen sollte, verpflichten sich die Parteien, diesen Vertrag wieder aufzuheben. Hieraus sollen den beiden Parteien keine gegenseitigen Ansprüche entstehen.

**Sonstiges**

9.1. Dieser Vertrag wird mit Unterzeichnung beider Vertragsparteien wirksam. Jegliche Änderungen oder Ergänzungen zu diesem Vertrag bedürfen der Schriftform.

9.2. Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, dass die Unwirksamkeit, Nichtigkeit oder Undurchführbarkeit einzelner Regelungen dieses Vertrages nicht die Wirksamkeit der übrigen Klauseln berührt; sollte sich eine Regelung dieses Vertrages als unwirksam, nichtig oder nicht durchführbar erweisen, vereinbaren die Parteien schon heute, stattdessen eine wirksame Klausel vorzusehen, welche dem wirtschaftlich Gewünschten der Parteien am nächsten kommt.

9.3. Im Falle von Streitigkeiten, die aus diesem Vertrag entstehen, verpflichten sich die Vertragspartner, gemeinsam eine gütliche Einigung, insbesondere einen angemessenen Ausgleich der beiderseitigen Interessen, anzustreben. Sollte dies nicht gelingen, so wird die Streitigkeit durch Schiedsspruch endgültig entschieden. Als Schiedsgericht vereinbaren die Vertragspartner den ICC International Court of Arbitration, Paris. Das internationale Schiedsgericht wird dabei gemäß der Schiedsgerichtsordnung des ICC mit drei Richtern wie folgt besetzt: ein Richter wird von jeweils einem Vertragspartner bestimmt, ein dritter Richter (aus einem Drittstaat) wird durch den ICC International Court of Arbitration eingesetzt. Die Entscheidung des Schiedsgerichts aufgrund der Schiedsgerichtsordnung des ICC wird von den Vertragspartnern als bindend anerkannt, darüber hinaus ist für Streitigkeiten aus diesem Vertrag kein Rechtsweg oder keine höhere Instanz eröffnet.

9.4. Das Schiedsgericht soll in erster Linie nach den Maßgaben dieses Vertrages und der ihm zugrunde liegenden Prinzipien entscheiden. Subsidiär finden die Unidroit Principles of International Commercial Contracts Anwendung.

*Für das Großherzogtum Luxemburg*

Name: François BILTGEN  
Position: Minister für Kultur, Hochschulwesen und Forschung  
Ort, Datum: Luxemburg, den 20. Mai 2009

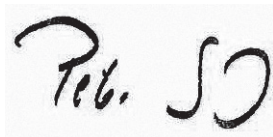
Unterschrift:

Handwritten signature of François Biltgen in black ink on a light background.

*Für die Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*

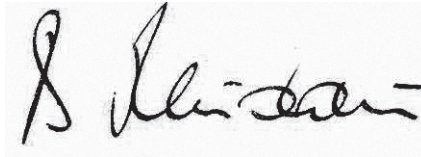
Name: Prof. Dr. Peter GRUSS  
Position: Präsident  
Ort, Datum: München, den 18. Mai 2009

Unterschrift:

Handwritten signature of Peter Gruss in black ink on a light background.

Name: Dr. Barbara BLUDAU  
Position: Generalsekretärin  
Ort, Datum: München, den 18. Mai 2009

Unterschrift:



*Anlagen:*

- A Memorandum vom 16.2.2009
- B Institutskonzept vom 23.7.2008
- C Regelungen für das Fachbeiratswesen

\*

ANLAGE A

**Memorandum**

***Re: Max Planck Institute Luxemburg***

Following various meetings between representatives of the Grand Duchy of Luxembourg and its university on the one side and representatives of the Max Planck Society on the other side, including a telephone conference on the 2nd February 2009 between Minister Biltgen and President Gruss, negotiations have so far reached an intermediate result:

The Grand Duchy and the Max Planck Society envisage to establish a Max Planck Institute in the field of procedural law in Luxemburg. The name of the Institute will be

*Max Planck Institute for International (or Comparative),  
European and Regulatory Procedural Law*

The Institute will have three departments, each of which will focus on a certain sub-sector of procedural law with cross-border aspects. Each of the departments will be led by a director who is a scientific member of the Max Planck Society elected according to the rules and standards of the Max Planck Society. In particular, no director will be appointed unless his or her scientific output and personal leadership qualities meet the criteria of excellence employed in general in the appointment procedures of the Max Planck Society.

It has been agreed upon that one of these departments shall be devoted to procedural law in the field of financial markets. For the actors in financial market regulation – both those which are governed by public law and those who work under private arrangements (e.g. the International Accounting Standards Committee) – there is currently no transparent and reliable procedural framework available. Major points include the entitlement of individual market participants to judicial review of regulatory measures, the procedural aspects and guarantees of this judicial review, the relationship between civil litigation by market participants and administrative interference by regulatory authorities and the like. Both for public and for private regulators, whose measures have far-reaching effects for single market participants or the market as a whole, the leeway for discretion has to be tested.

The scope of the research could embrace the various types of disputes between users and actors of the banking and financial sector, between investors, issuers, all sorts of intermediaries of financial markets as well as with or between payment and settlement systems, between supervisory authorities, and eventually between states and private interests. An important focus might be the European Union and its administrative bodies, but also major regulators in the United States, Switzerland, Asia etc. and the way they cooperate come into play.



Examples of the envisaged research point to the uncertainties and difficulties relating to class actions by investors, the new mediation schemes of the ECB or CERS, the cooperation mechanisms recently adopted in Europe and their procedural aspects between supervisory authorities, central banks and the ministries of finance to prevent and handle financial crises, the guarantees of banks and other financial actors facing sanctions by supervisory authorities.

It goes without saying that it is the task and the discretion of the future director of this department to define his or her research program in detail. At this point only the general framework – procedural aspects of financial markets – has to be defined.

16th February 2009

Wolfgang SCHOEN  
*Vice President*  
*Max Planck Society*

\*

## ANLAGE B

München, den 23. Juli 2008

### **Gründung eines Max-Planck-Instituts für europäisches, internationales und vergleichendes Verfahrensrecht (Arbeitstitel)**

#### *Finanzierungskonzept auf der Basis deutscher Standards*

In der Telefonkonferenz am 2. Juni 2008 bestätigten Herr Prof. Tarrach und Herr Dondelinger das große Interesse der Regierung des Großherzogtums Luxemburg an Aktivitäten der Max-Planck-Gesellschaft am Standort Luxemburg. Die Luxemburger Regierung habe ihre Bereitschaft zur 100%igen Finanzierung eines Max-Planck-Instituts in Luxemburg erklärt. Es wurde vereinbart, der Luxemburger Seite folgende Unterlagen zu übersenden:

- Wissenschaftliches Konzept für ein Institut auf dem Gebiet des europäischen, internationalen und vergleichenden Verfahrensrechts
- Eckpunktepapier für den Entwurf eines Kooperationsvertrages
- Entwurf eines Finanzierungskonzepts auf der Basis deutscher Standards

#### **Ausgangsbedingungen**

Die Finanzierung des geplanten Instituts erfolgt zu 100% durch das Sitzland Luxemburg.

Als Rechtsform wird eine 100%ige Tochtergesellschaft der Max-Planck-Gesellschaft (MPG) in Luxemburg angestrebt.

Die Rechtsform muss die Entscheidungsbefugnis der MPG in den entsprechenden Organen bzw. laut Satzung hinsichtlich der Durchsetzung der Max-Planck-typischen Verfahren und Instrumente zur Gewährleistung der wissenschaftlichen Qualität sicherstellen.

Die Struktur des Instituts umfasst drei Abteilungen und zwei Selbständige Nachwuchsgruppen (SNWG).

Die derzeitigen Planungen sehen für die Infrastruktur des Instituts eine gut ausgestattete Bibliothek, drei Guest Facilities mit je drei Förderplätzen, eine Rechnergruppe und einen kleinen Hörsaal vor (keine Kongress- und Tagungsstätte).

Als mögliche Standorte des Instituts sollten der Kirchberg (EuGH) bzw. das jetzt in der Stadt gelegene Gelände der Universität vorgesehen werden. Die Frage der Unterbringung durch Neubau bzw. über Mietlösung ist noch nicht geklärt.

### **Finanzierungskonzept**

In den Anlagen ist das fiktive Finanzierungskonzept für ein Max-Planck-Institut für europäisches, internationales und vergleichendes Verfahrensrecht (Arbeitstitel) mit drei Abteilungen und zwei SNWG beigefügt.

Im Falle einer stark empirischen Ausrichtung einer Abteilung ist mit höheren Kosten für die Erstausrüstung sowie die laufenden Apparate- und Sachmittel zu rechnen. Die Höhe der Kosten hängt vom spezifischen Forschungsgegenstand/-ziel und der jeweiligen Methodik ab.

Das Finanzierungskonzept ist ausgabenbasiert, analog dem Haushalt der MPG.

Die personelle Ausstattung für die Administration und die wissenschaftlich-technische Infrastruktur entspricht denen eines (rechtlich unselbständigen) Max-Planck-Instituts (mit dem Rückenhalt der Generalverwaltung für zentrale Angelegenheiten).

Die wissenschaftlich-technische Infrastruktur berücksichtigt, wie zuvor genannt, eine Bibliothek, eine Rechnergruppe, einen kleinen Hörsaal und drei Guest Facilities mit je drei Förderplätzen (pro Platz 41.000 Euro).

Die ermittelten Kosten für Personal, Sachmittel, Nachwuchsförderung und laufende Apparatemittel entsprechen den deutschen Standards und basieren auf Erfahrungswerten mit Instituten ähnlicher Struktur innerhalb der MPG.

#### ***Nicht berücksichtigte Aufwendungen:***

Aufgrund der rechtlichen Selbständigkeit des geplanten Instituts in Luxemburg ist von einem erhöhten Aufwand für die Administration und die wissenschaftlich-technische Infrastruktur auszugehen. Hierfür wäre zusätzlich ein Aufschlag von 50% der Personalmittel vorzusehen (in den Unterlagen noch nicht erfolgt).

Nicht berücksichtigt sind finanzielle Mittel für Pensionsrückstellen oder entsprechende Versicherungen, notwendige Reserven ggf. für leistungsabhängige Bezüge oder sonstige Kostensteigerungen.

Die Finanzmittel für die wissenschaftliche Erstausrüstung schließen die ersten Berufungen ein, nicht die im Laufe der Zeit erneut anfallenden Kosten für die Erstausrüstung bei Neuberufungen.

Ebenfalls unberücksichtigt sind die Kosten für die bauliche Erstausrüstung (Möbel usw.).

Im Finanzierungskonzept wird lediglich der Flächenbedarf des geplanten Instituts benannt, da die Frage der Unterbringung (Neubau oder Mietlösung) noch nicht geklärt ist.

#### ***Konsequenz:***

Das auf dieser Basis ermittelte Institutsbudget bedarf einer Anpassung an die konkreten Finanzierungskosten in Luxemburg und die Berücksichtigung der oben genannten Aufwendungen.

#### **Das vorliegende Finanzierungskonzept umfasst:**

- Voraussichtliches Personal, bestehend aus Stellenplan und personellem Mengengerüst
- Budgetplan für das Max-Planck-Institut gesamt incl. Budget der Abteilungen, der Nachwuchsgruppen und der Infrastruktur
- Bedarfsplanung mit Aussagen zur Grundstücksgröße und zu den Flächen

*Max-Planck-Institut für europäisches, internationales und vergleichendes  
Verfahrensrecht in Luxemburg mit 3 Abteilungen und 2 SNWG*

<b>Summe Personal</b> innerhalb des Stellenplans (Planstellen):	56 Stellen
davon: wissenschaftliches Personal	27 Stellen
sonstiges Personal	29 Stellen
Summe Personal außerhalb des Stellenplans, aus Drittmitteln, aus MPG-Vorhaben, aus Haushalten Dritter u.a.	118 Stellen
<b>Gesamtsumme Personal</b>	<b>174 Stellen</b>
<b>Budget pro Jahr</b>	<b>ca. 7.613.500 €</b>
davon: Personalmittel	3.513.000 €
Sachmittel	2.398.000 €
Nachwuchsförderung	1.189.000 €
laufende Apparatemittel (Investitionen)	513.500 €
<b>Summe Erstausrüstung</b>	<b>2.950.000 €</b>
<b>Flächenbedarf</b> für ggf. einen Neubau bzw. eine Mietlösung	
ohne Nebennutzflächen	ca. 3.500 m <sup>2</sup>
mit Nebennutzflächen	ca. 3.800 m <sup>2</sup>

**Erläuterungen zu den MPG-typischen Merkmalen  
der genannten Struktureinheiten**

*Abteilung*

Die Direktoren einer Abteilung werden in entsprechender Anwendung der Berufungsverfahren und Einbeziehung der Gremien der MPG ausgewählt: Vorschlag des Institutsdirektors, Berufungsempfehlung durch eine sektionsbasierte Kommission der MPG. Die Berufung zu Wissenschaftlichen Mitgliedern der MPG erfolgt, basierend auf der Empfehlung der Berufungskommission, nach Anhörung der zuständigen Sektion des Wissenschaftlichen Rats durch den Senat der MPG, entsprechend den jeweils gültigen Regeln. Mit der Berufung zu Wissenschaftlichen Mitgliedern und Direktoren eines Instituts sind alle Rechte in der Sektion verbunden.

Den Direktoren wird ein Höchstmaß an wissenschaftlicher Autonomie und Eigenverantwortung garantiert. Das schließt die Freiheit in der Wahl der Forschungsthemen und -methoden ein. Hierfür steht ihnen ein eigenes Budget zur Verfügung.

Bei der Ressourcenplanung für eine Abteilung der Geistes-, Sozial- und Humanwissenschaftlichen Sektion wird nachstehende Ausstattung vorgesehen:

<b>Stellen</b>	Direktor		130.000 Euro	1 Stelle	
	Wissenschaftler		81.000 Euro	1 Stelle	
	sonstige Wissenschaftler		67.000 Euro	4 Stellen	
	sonstige Mitarbeiter		52.000 Euro	ggf. 1 Stelle	
			40.000 Euro	2 Stellen	
Gesamt				8 bzw. 9 Stellen	
<b>Budget</b>	Personalmittel	mit	8 Stellen	559.000 €	
		mit	9 Stellen	611.000 €	
	Sachmittel			250.000 €	
	Nachwuchsförderung, hierzu: Stipendien (19 T€) Doktoranden (25 T€) Forschungsstipendien (32 T€) student. Hilfskräfte (8 T€)				200.000 €
	Laufende Apparatemittel				60.000 €
Gesamt	jährlich	mit	8 Stellen	1.069.000 €	
		mit	9 Stellen	1.121.000 €	
<b>Erstausrüstung</b>				650.000 €	

### *Selbständige Nachwuchsgruppe*

SNWG dienen der Förderung begabter junger Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler. Sie sollen ihnen die Möglichkeit bieten, sich für die Berufung in eine wissenschaftliche Leitungsposition innerhalb und außerhalb der MPG zu qualifizieren. Die Einrichtung von SNWG kann von einem Institut beantragt werden. Die Leiterin/Der Leiter einer SNWG wird auf Vorschlag einer vom Präsidenten der MPG ernannten Kommission von diesem berufen.

Die Leiterin/Der Leiter einer SNWG ist in ihrer/seiner wissenschaftlichen Tätigkeit im Rahmen ihres/seines Aufgabengebietes frei und unterliegt insbesondere keiner Beschränkung bei der Wahl, Reihenfolge und Ausführung ihrer/seiner wissenschaftlichen Arbeiten.

Die SNWG wird befristet auf fünf Jahre eingerichtet. Die Verlängerung der Verträge von Leiterinnen und Leitern von SNWG über die fünfjährige Förderdauer hinaus wird individuell nach wissenschaftlichen Kriterien unter Berücksichtigung arbeitsrechtlicher Möglichkeiten ausgestaltet. Die Personal- und Sachausstattung der SNWG wird im Anstellungsvertrag der Leiterin/des Leiters geregelt.

Bei der Ressourcenplanung für eine SNWG der Geistes-, Sozial- und Humanwissenschaftlichen Sektion wird nachstehende Ausstattung vorgesehen:

<b>Stellen</b>	Leiter		81.000 Euro	1 Stelle	
	sonstige Wissenschaftler		67.000 Euro	1 Stelle	
	sonstige Mitarbeiter		40.000 Euro	1,5 Stellen	
Gesamt				3,5 Stellen	
<b>Budget</b>	Personalmittel		3,5 Stellen	208.000 €	
	Sachmittel			64.000 €	
	Nachwuchsförderung, hierzu: Stipendien (19 T€) Doktoranden (25 T€) Forschungsstipendien (32 T€) student. Hilfskräfte (8 T€)				75.000 €
	Laufende Apparatemittel				40.000 €
Gesamt	jährlich			387.000 €	
<b>Erstausrüstung</b>				150.000 €	

### ***Beteiligungen an gemeinsamen Forschungsvorhaben***

#### *International Max Planck Research Schools*

Die International Max Planck Research Schools (IMPRS) bieten besonders begabten deutschen und ausländischen Nachwuchswissenschaftlern zwischen dem ersten berufsqualifizierenden Abschluss und der Promotion die Möglichkeit, sich im Rahmen einer strukturierten Ausbildung unter exzellenten Forschungsbedingungen auf die Promotion vorzubereiten. Die IMPRS sind Zentren wissenschaftlicher Exzellenz auf innovativen und interdisziplinären Forschungsgebieten. Derzeit bestehen 49 Research Schools als Kooperationen von Max-Planck-Instituten und deutschen, zum Teil auch ausländischen Universitäten und anderen Forschungsinstitutionen.

Die Partner finanzieren die Research Schools teilweise unter Einwerbung von Drittmitteln. Die Doktorandinnen und Doktoranden erhalten ein Promotionsstipendium oder einen Doktorandenvertrag. Die IMPRS sind zunächst für die Dauer von sechs Jahren eingerichtet; nach vier Jahren werden sie evaluiert. Auf Basis der Empfehlungen der Kommission ist eine Verlängerung um sechs Jahre möglich.

#### *Institutsübergreifende Forschungsinitiativen*

Institutsübergreifende Forschungsinitiativen sind in der Regel interne, institutsübergreifende, vornehmlich interdisziplinäre Vorhaben mehrerer Max-Planck-Institute, wobei häufig auch eine forschungsstrategische Komponente mitschwingt. Die Projekte haben gewöhnlich eine Gesamtdauer von drei bis sechs Jahren je nach Themenstellung. Mit dem Zusammenschluss zu einer Forschungsinitiative soll durch Bündelung von Expertise eine herausragende wissenschaftliche Problemlösungskompetenz geschaffen werden. Das Programm fördert darüber hinaus auch neue internationale Kooperationen und erweitert die Forschungsmöglichkeiten an den Instituten, beispielsweise in der Form von länderübergreifenden Netzwerken.

#### *Anlagen*

Finanzierungskonzept für ein Max-Planck-Institut für europäisches, internationales und vergleichendes Verfahrensrecht in Luxemburg mit 3 Abteilungen und 2 Selbständigen Nachwuchsgruppen

1. Stellenplan
2. Personelles Mengengerüst
3. Budgetplan
4. Flächenbedarfsplan

\*

23.7.2008							Anlage I			
Max-Planck-Institut für europäisches, internationales und vergleichendes Verfahrensrecht in Luxemburg – 3 Abteilungen und 2 SNWG										
3 Abteilungen			2 SNWG	WIS	ATS	Gesamtinstitut				
Abteilung 1 N.N.	Abteilung 2 N.N.	Abteilung 3 N.N.	2 SNWG N.N.	Sonstiger wiss.-techn. Service	Verwaltung					
1 Direktor 1 W3	1 Direktor 1 W3	1 Direktor 1 W3				3 Direktoren 3 W3				
1 Wissenschaftler 1 W2	1 Wissenschaftler 1 W2	1 Wissenschaftler 1 W2	2 Wissenschaftler 2 W2			5 Wissenschaftler 5 W2				
4 sonstige Wissenschaftler	4 sonstige Wissenschaftler	4 sonstige Wissenschaftler	2 sonstige Wissenschaftler	4 sonstige Wissenschaftler <i>Ltr: Guest Facilities Forschungskoodinat. Bibliothek, EDV</i> 4 BAT Ila/Ib	1 sonstiger Wissenschaftler	19 sonstige Wissenschaftler				
4 BAT Ila/Ib	4 BAT Ila/Ib	4 BAT Ila/Ib	2 BAT Ila/Ib		1 BAT Ila/Ib	19 BAT Ila/Ib				
2 sonstige Mitarbeiter	2 sonstige Mitarbeiter	3 sonstige Mitarbeiter	3 sonstige Mitarbeiter	12 sonstige Mitarbeiter <i>EDV</i> 3 BAT IVa <i>Bibliothek</i> 1 BAT IVb 3 BAT Vb 1 BAT Vc 2 BAT VIb 2 BAT VII	7 sonstige Mitarbeiter	29 sonstige Mitarbeiter				
		1 BAT IVa				4 BAT IVa 2 BAT IVb 6 BAT Vb 7 BAT Vc 6 BAT VIb				
<i>Fremdsprachassistenz Sekretariat</i>	<i>Fremdsprachassistenz Sekretariat</i>	<i>Fremdsprachassistenz Sekretariat</i>	<i>Sekretariat</i> 1 BAT Vc			3 BAT VII 1 MTAarbeiter				
1 BAT Vc 1 BAT VIb	1 BAT Vc 1 BAT VIb	1 BAT Vc 1 BAT VIb								
1 Direktor 1 Wissenschaftler 4 sonstige Wissenschaftler	1 Direktor 1 Wissenschaftler 4 sonstige Wissenschaftler	1 Direktor 1 Wissenschaftler 4 sonstige Wissenschaftler	2 Wissenschaftler 2 sonstige Wissenschaftler			3 Direktoren 5 Wissenschaftler 19 sonstige Wissenschaftler				
2 sonstige Mitarbeiter	2 sonstige Mitarbeiter	3 sonstige Mitarbeiter	3 sonstige Mitarbeiter		1 sonstiger Wissenschaftler	29 sonstige Mitarbeiter				
8 Planstellen	8 Planstellen	9 Planstellen	7 Planstellen	16 Planstellen	8 Planstellen	56 Planstellen				

Anlage 2											23.07.2008				
Personelles Mengengerüst ZIEL-Potenzial Variante 2 (in Vollzeitäquivalenten)															
Max-Planck-Institut in Luxemburg (neuf Abteilungen, zwei Selbständige Nachwuchsgruppen)															
Mittelart	Stellenkategorie			Standort: Luxemburg			Kapitel			BK:	Datum:	Gesamtsumme			
	Director/Leiter/3105	Wissenschaftliche Mitarbeiter	Techniker	Strat. Angestellte	Wissenschaftler mit Zählstellen	Förderungsprojekte/Lehrstühle	Wiss. Hilfskräfte (Gehälter, Honorare)	Sonstige Mitarbeiter mit Zählstellen	Azubi/Lehrer/Praktikanten	Sonstige Mitarbeiter mit Zählstellen	Einzelkostenpositionen gemäß Nachweise revidieren		Sonstige Mitarbeiter mit Zählstellen	Zwischen-summe	Personal ohne Abschreibung
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
	<b>Organisationsinhalten</b>														
	<b>(A) Kernhaushalt Institut (Planstellen)</b>														
	<b>WISSENSCHAFTLICHER BEREICH</b>														
	Abteilung 1	5,0		2,0	2,0	8,0	3,0	3,0			3,0		28,0	5,0	33,0
	Abteilung 2	1,0	0,0		2,0	2,0	3,0	3,0			3,0		20,0	5,0	25,0
	Abteilung 3	1,0	0,0		3,0	2,0	3,0	3,0			3,0		20,0	5,0	25,0
	Selbständige Nachwuchsgruppen 1	1,0	1,0		1,5	1,0	1,0	1,0			1,0		8,5	8,5	8,5
	Selbständige Nachwuchsgruppen 2	1,0	1,0		1,5	1,0	1,0	1,0			1,0		8,5	8,5	8,5
	3 Einzel Positionen				3,0	0,0							9,0	9,0	9,0
	<b>INFORMATIKBEREICH</b>														
	Wissenschaftlicher Service														
	Zentrale wissenschaftliche Einrichtung 1														
	Zentrale wissenschaftliche Einrichtung 2														
	Zentrale wissenschaftliche Einrichtung 3														
	Zentrale wissenschaftliche Einrichtung 3														
	...														
	IT-Service	1,0			9,0								10,0		10,0
	Forschungsoffiziere/Offiziante	1,0			3,0								4,0		4,0
	3 Einzel Positionen	1,0			1,0								1,0		1,0
	...														
	Administrativtechnischer Service														
	Verwaltung	1,0			6,0								6,0		6,0
	...														
	Abteilungsleiter														
	Haushälterik				2,0								2,0		2,0
	Allgemeine Dienste														
	...														
	Summe	5,0	22,0		29,0	11,0	36,0	11,0	9,0		9,0	3,0	135,0	15,0	150,0
	<b>Summe Planstellen aus Kernhaushalt (A): 59,0</b>														
	<b>Summe Personal aus Kernhaushalt (B): 67,0</b>														
	<b>(C) MPG-Vorhaben</b>														
	...														
	Z.B. IURIS				1,0		12,0						13,0		13,0
	Z.B. FINE/ELISABETH/MAO														
	Z.B. MIRENE/GRUPPO (MC-Forschungsprogramm)				2,0		2,0						4,0		4,0
	Z.B. Tandem-Projekt														
	...														
	Summe				3,0		14,0		4,0				18,0		18,0
	<b>Summe Personal aus MPG-Vorhaben (C): 18,0</b>														
	<b>(D) Drittmittel</b>														
	Z.B. Einzelwettbewerb MFG														
	Z.B. EU oder ERC MFG														
	...														
	Summe														
	<b>Summe Personal aus Drittmitteln (D): 12,0</b>														
	<b>Zwischensumme (A) - (D): 153,0</b>														
	<b>(E) Personal finanziert aus Haushalten Dritter</b>														
	Z.B. ANR/MRG														
	Z.B. DLR														
	Z.B. DLR/MRG														
	Z.B. über Naturwissenschaftler/Kooperationsverträge														
	...														
	Summe														
	<b>Summe Personal aus Haushalten Dritter (E): 21,0</b>														
	<b>Gesamtsumme (A) - (E): 174,0</b>														
	F <sub>1</sub> [(A) - (D)](A) =														
	F <sub>2</sub> [(A) - (E)](A) =														
Aufgestellt:	Unterschrift Institutsleiter:										Datum:	zur Mitzeichnung:			
ABC I gemeinsam mit dem MPI	Unterschrift Institutsleiter:										Datum:	zur Mitzeichnung:			
	Abteilung III											Abteilung VI			

## ANLAGE 3

**Budget****Max-Planck-Institut für europäisches, internationales und vergleichendes Verfahrensrecht in Luxemburg****3 Abteilungen und 2 Selbständige Nachwuchsgruppen**

<i>Budget – Gesamthafte Darstellung des Instituts</i>					
	3 Abteilungen	2 SNWG	Infrastruktur		Institut
			WIS	ATS	
Personalmittel	1.729.000 €	416.000 €	997.000 €	371.000 €	3.513.000 €
Sachmittel	750.000 €	128.000 €	620.000 €	900.000 €	2.398.000 €
Nachwuchsförderung	600.000 €	150.000 €	439.000 €	0 €	1.189.000 €
Laufende Apparatemittel (Investment)	180.000 €	80.000 €	250.000 €	3.500 €	513.500 €
<b>Budget (jährlich)*</b>	<b>3.259.000 €</b>	<b>774.000 €</b>	<b>2.306.000 €</b>	<b>1.274.500 €</b>	<b>7.613.500 €</b>
<b>Erstausrüstung*</b>	<b>1.950.000 €</b>	<b>300.000 €</b>	<b>700.000 €</b>		<b>2.950.000 €</b>
<b>Flächenbedarf für das Institut</b>					
Flächenbedarf ohne Nebennutzflächen					<b>3.500 m<sup>2</sup></b>
Flächenbedarf mit Nebennutzflächen					3.800 m <sup>2</sup>
<b>Personalmittel Institut</b>					
davon: 3 Abteilungen					1.729.000 €
2 SNWG					416.000 €
Summe WIS (Bibliothek, sonstiges WIS)					997.000 €
ATS					371.000 €
<b>Summe Institut</b>					<b>3.513.000 €</b>
<b>Sachmittel Institut*</b>					
davon: 3 Abteilungen					750.000 €
2 SNWG					128.000 €
Summe WIS (Bibliothek, sonstiges WIS)					620.000 €
ATS					900.000 €
<b>Summe Institut</b>					<b>2.398.000 €</b>
<b>Nachwuchsförderung Institut</b>					
davon: 3 Abteilungen					600.000 €
2 SNWG					150.000 €
Summe WIS (Bibliothek, sonstiges WIS)					439.000 €
ATS					0 €
<b>Summe Institut</b>					<b>1.189.000 €</b>
<b>Laufende Apparatemittel (Investment)*</b>					
davon: 3 Abteilungen					180.000 €
2 SNWG					80.000 €
Summe WIS (Bibliothek, sonstiges WIS)					250.000 €
ATS					3.500 €
<b>Summe Institut</b>					<b>513.500 €</b>

\* Im Falle einer stark empirischen Ausrichtung der Abteilung ist mit höheren Kosten für die Erstausrüstung sowie die laufenden Apparat- und Sachmittel zu rechnen. Die Höhe der Kosten hängt vom spezifischen Forschungsgegenstand/-ziel und der jeweiligen Methodik ab.



**Budget****Max-Planck-Institut für europäisches, internationales und  
vergleichendes Verfahrensrecht in Luxemburg****3 Abteilungen und 2 Selbständige Nachwuchsgruppen**

<i>Personal</i>	<i>Salary €</i>	<i>Posi- tionen</i>	<i>Kosten €</i>	<i>Posi- tionen</i>	<i>Kosten €</i>
<i>Abteilung</i>		<i>eine Abteilung</i>		<i>drei Abteilungen</i>	
Direktor Professor (W3)	130.000	1	130.000	3	390.000
Wissenschaftler W2	81.000	1	81.000	3	243.000
Sonstige Wissenschaftler BAT I (E 150) BAT Ia (E 15) BAT IIa/Ib (E 13-14)	67.000	4	268.000	12	804.000
Sonstige Mitarbeiter (einschl. Arbeiter) 1 BAT IVa (E9)	52.000			1	52.000
1 BAT Vc, 1 BAT VIb (E8, E6)	40.000	2	80.000	6	240.000
<b>Summe Personalkosten</b>		<b>8</b>	<b>559.000</b>	<b>25</b>	<b>1.729.000</b>
Budget (jährlich)					
Personalmittel			559.000	3	1.729.000
Sachmittel			250.000	3	750.000
Nachwuchsförderung 200.000 € = 8 Förderplätze			200.000	3	600.000
Laufende Apparatemittel (Investment)			60.000	3	180.000
<b>Budget (jährlich)*</b>			<b>1.069.000</b>	<b>3</b>	<b>3.259.000</b>
<b>Erstausrüstung*</b>			<b>650.000</b>	<b>3</b>	<b>1.950.000</b>

\* Im Falle einer stark empirischen Ausrichtung einer Abteilung ist mit höheren Kosten für die Erstausrüstung sowie die laufenden Apparat- und Sachmittel zu rechnen. Die Höhe der Kosten hängt vom spezifischen Forschungsgegenstand/-ziel und der jeweiligen Methodik ab.

<i>Personal</i>	<i>Salary €</i>	<i>Posi- tionen</i>	<i>Kosten €</i>	<i>Posi- tionen</i>	<i>Kosten €</i>
<i>Selbständige Nachwuchsgruppen</i>		<i>eine SNWG</i>		<i>zwei SNWG</i>	
Wissenschaftler W2	81.000	1	81.000	2	162.000
Sonstige Wissenschaftler BAT IIa/IB (E 13-14)	67.000	1	67.000	2	134.000
Sonstige Mitarbeiter BAT 1Vb, 0,5Vc (E8, E6)	40.000	1,5	60.000	3	120.000
<b>Summe Personalkosten</b>		<b>3,5</b>	<b>208.000</b>	<b>7</b>	<b>416.000</b>
Personalmittel			208.000	2	416.000
Sachmittel			64.000	2	128.000
Nachwuchsförderung 50.000 € = 2 Förderplätze			75.000	2	150.000
Laufende Apparatemittel (Investment)			40.000	2	80.000
<b>Budget (jährlich)</b>			<b>387.000</b>	<b>2</b>	<b>774.000</b>
<b>Erstausrüstung</b>			<b>150.000</b>	<b>2</b>	<b>300.000</b>

<i>Personal</i>		<i>Salary €</i>		<i>Positionen</i>	<i>Kosten €</i>
<i>WIS</i>					
Bibliothek	840 m <sup>2</sup> (210.000 Bände)				
Sonstige Wissenschaftler	1 BAT IIa/Ib (E 13-14)	67.000		1	67.000
Sonstige Mitarbeiter	1 BAT IVb (E 9)	52.000		1	52.000
Sonstige Mitarbeiter	3 Vb, 1 Vc, 2 VIb, 2 VII (E9-E5)	40.000		8	320.000
<b>Summe Personalkosten</b>				<b>10</b>	<b>439.000</b>
Personalmittel					439.000
Sachmittel					140.000
Nachwuchsförderung					20.000
Laufende Apparatemittel (Investment)					250.000
<b>Budget (jährlich)</b>					<b>849.000</b>
3 Guest facilities					
Personalmittel (Leiter BAT IIa/Ib, E 13-14)		67.000		1	67.000
Nachwuchsför. (3 Förderplätze pro guest facility) pro Förderplatz		41.000	Förderplätze	9	369.000
Sachmittel pro guest facility		50.000	Facilities	3	150.000
<b>Summary Costs</b>				<b>1</b>	<b>586.000</b>

<i>Personal</i>		<i>Salary €</i>		<i>Positionen</i>	<i>Kosten €</i>
<i>Sonstige WIS (Forschungskoordination, EDV)</i>					
Sonstige Wissenschaftler (Ltr. EDV. Fokoord.)	ie BAT IIa/Ib (E 13-14)	67.000		2	134.000
Sonstige Mitarbeiter	EDV: 3 BAT IVa (E 10)	52.000		3	156.000
<b>Summe Personalkosten</b>				<b>5</b>	<b>290.000</b>
Personalmittel					290.000
Sachmittel					80.000
Laufende Apparatemittel (Investment)					0
<b>Budget (jährlich)</b>					<b>370.000</b>
<i>Beteiligung an Forschungsvorhaben</i>	IMPRS, institutsübergreifende Forschungsinitiativen				
Personalmittel für 1 Leiter IMPRS	BAT IIa/b (E 13-14)	67.000		1	67.000
Personalmittel für sonstige Wissenschaftler	BAT IIa/b (E 13-14)	67.000		2	134.000
Nachwuchsförderung	Förderplätze für Doktoranden	25.000		2	50.000
Sachmittel	Honorare, Reisekosten Referenten, Betriebskosten				250.000
<b>Budget (jährlich)</b>					<b>501.000</b>

<i>Personal</i>		<i>Salary €</i>		<i>Positionen</i>	<i>Kosten €</i>
<i>ATS (Verwaltung und sonstige Dienste)</i>					
Leiter BAT IIa/b		67.000		1	67.3000
Sonstige Mitarbeiter	1 BAT IVb, 1 Vb (E9)	52.000		2	104.000
Sonstige Mitarbeiter (E8, E6, E5)	BAT 2 Vc, 1 Vb, 1 VII, 1 Arbeiter	40.000		5	200.000
<b>Summe Personalkosten</b>				<b>8</b>	<b>371.000</b>
Personalmittel					371.000
Sachmittel					900.000
Laufende Apparatemittel (Investment)					3.500
<b>Budget (jährlich)</b>					<b>1.274.500</b>

	<i>Positionen</i>	<i>Kosten €</i>	<i>Positionen</i>	<i>Kosten €</i>
<i>Erstausrüstung*</i>				
Abteilungen	1	650.000	3	1.950.000
Selbständige Nachwuchsgruppen	1	150.000	2	300.000
Zentrale Infrastruktur (WIS und ATS)				700.000
<b>Summe Erstausrüstung</b>				<b>2.950.000</b>

\* Im Falle einer stark empirischen Ausrichtung der Abteilung ist mit höheren Kosten für die Erstausrüstung sowie die laufenden Apparat- und Sachmittel zu rechnen. Die Höhe der Kosten hängt vom spezifischen Forschungsgegenstand/-ziel und der jeweiligen Methodik ab.

<b>Flächenbedarf</b>	
<b>Institut</b>	
Flächenbedarf ohne Nebennutzfläche	3.500 m <sup>2</sup>
Flächenbedarf mit Nebennutzfläche	3.800 m <sup>2</sup>

Annahmen für die Flächenbedarfsermittlung

56 Planstellen

Bibliothek = jährlicher Zuwachs von 3.500 Bänden pro Abt. für 20 Jahre = 210.000 Bände

Hörsaal mit 110 Sitzplätzen

**FLÄCHENBEDARFSERMITTLUNG**

Summe Planstellen:	56,00	Zahl der Abteilungen:	3,00
Summe sonstige Stellen (MPG, Drittmittel):	118,00	Zahl der Selbständigen Nachwuchsgruppen:	2,00
Summe Stellen (NZÄ):	174,00	BV Wissenschaftliches Personal experimentell:	0,00
Summe Beschäftigungsverhältnisse (BV):	167,50	BV Wissenschaftliches Personal theoretisch:	134,00

Flächen-/Personalkategorie	Stellen	Teilzeitfaktor	Personen (BV)	Bezugsgröße	Platzfaktor	Zahl der Arbeitsplätze (AP)	Flächenfaktor m²	Flächenbedarf m² NF 1-6
<b>Büroflächen</b>								
<b>Planstellen</b>								
(1) Direktoren, Leiter SNWG	5,00	1,00	5,00	Planstellen	1,00	5,00	30,00	150
(2) Wissenschaftliche Mitarbeiter	22,00	1,00	22,00	Planstellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	22,00	12,00	264
(3) Techniker	0,00	0	0,00	Planstellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	0	0,00	9,00	0
(4) Sonstige Mitarbeiter	29,00	1,50	43,50	Planstellen	1,00	43,50	9,00	382
<b>außerhalb Stellenplan, MPG-Vorhaben</b>								
(5) Sonstige Wissenschaftler mit Zeitverträgen	14,00	1,00	14,00	Außerplanmäßige Stellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	14,00	12,00	168
(6) Förderpositionen gem. Nachwuchsrichtlinien	50,00	1,00	50,00	Außerplanmäßige Stellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	50,00	9,00	450
(7) Wissenschaftliche Hilfskräfte	11,00	1,00	11,00	Außerplanmäßige Stellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	11,00	6,00	66
(8) Sonstige Mitarbeiter mit Zeitverträgen	10,00	1,00	10,00	Außerplanmäßige Stellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	10,00	9,00	90
(9) Auszubildende und Praktikanten	0,00	0	0,00	Außerplanmäßige Stellen (ggf. zusätzlich Laborplatz)	0	0,00	6,00	0
<b>Drittmittel</b>								
(10) Sonstige Wissenschaftler mit Zeitverträgen	3,00	1,00	3,00	Drittmittelpersonal (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	3,00	12,00	36
(11) Förderpositionen gem. Nachwuchsrichtlinien	9,00	1,00	9,00	Drittmittelpersonal (ggf. zusätzlich Laborplatz)	1,00	9,00	9,00	81
(12) Sonstige Mitarbeiter mit Zeitverträgen	0,00	0	0,00	Drittmittelpersonal (ggf. zusätzlich Laborplatz)	0	0,00	9,00	0
(13) Personal ohne Abrechnung	21,00	0,00	0,00	Drittmittelpersonal (ggf. zusätzlich Laborplatz)	0	0,00	12,00	0

Personal in Zentralen wiss. Einrichtungen	0,00	0	0,00					in core facility enthalten
Personal in Werkstätten	0,00	0	0,00					in Werkstätten enthalten
Personal auf Sonderflächen	0,00	0	0,00					in Sonderfläche enthalten
<b>Summe der Stellen/Personen</b>	<b>174,00</b>		<b>167,50</b>	<b>Zahl der Büro-AP, Summe der Büroflächen</b>		<b>167,50</b>		<b>1697</b>

<b>Bürozusatzflächen</b>								
Besprechungsräume				Summe BVs	167,50	0,50	2,50	209
Archiv, Drucker- und Kopierräume				Zuschlag auf die Bürofläche in %	5%			85
<b>Summe Büroflächen mit Zusatzflächen</b>								<b>1991</b>

<b>Laborflächen (Biologie, Chemie, Physik)</b>								
Labor-AP biologisch-medizinisch, mit Schreibplatz				BV Personal mit Laborarbeitsplatz	0,00	0	0,00	10,00
Labor-AP chemisch, mit Schreibplatz				BV Personal mit Laborarbeitsplatz	0,00	0	0,00	12,00
Labor-AP physikalisch				BV Personal mit Laborarbeitsplatz	0,00	0	0,00	18,00
Personal ohne Labor-AP				BV Personal ohne Laborarbeitsplatz	134,00	0,00		
<b>Zahl der Labor-AP, Summe der Laborflächen</b>						<b>0,00</b>		<b>0</b>

<b>Zusatzflächen</b>								
Service- und Sonderlabore biologisch-medizinisch				Zuschlag auf die Laborfläche in %	40%			0
Service- und Sonderlabore chemisch				Zuschlag auf die Laborfläche in %	20%			0
Service- und Sonderlabore physikalisch				Zuschlag auf die Laborfläche in %	20%			0
Lager				Zuschlag auf die Laborfläche in %	10%			0
<b>Zwischensumme Zusatzflächen</b>								<b>0</b>
<b>Summe Laborflächen mit Zusatzflächen</b>								<b>0</b>

<b>Gemeinsame Flächen</b>								
<b>Gemeinschaftsflächen</b>								
Kommunikationszonen, Teeküchen				Zahl der BV	167,50			1,00
Cafeteria (ohne Gastbereich)				pauschaler Ansatz				30
Seminarräume (incl. Stuhlager)				Zahl der BV im wiss. Bereichswiss. Service	134,00	0,25	2,50	84
Zentrale Dienste (Telefonzentrale, Poststelle ...)				pauschaler Ansatz				80
<b>Zentrale wissenschaftliche Einrichtungen</b>								
core facility - Labor				pauschaler Ansatz				120,00
core facility - Büro				pauschaler Ansatz	0			60,00
<b>EDV</b>								
Server				Zahl der Abteilungen bzw. Gruppen	6			18,00
Drucker								
Gefahstofflager, Entsorgung				Zahl des Wiss. Personals BV experimentell	0,00			0,00
Zentrales Materiallager, Entsorgung				Zahl der BV	167,50			0,50
Werkstätten								
Mechanische/Haus technische Werkstätten				Zahl der Werkstattbeschäftigten	0,00			40,00
Elektronik-Werkstätten				Zahl der Werkstattbeschäftigten	0,00			18,00
<b>Summe Gemeinsame Flächen</b>								<b>559</b>

<b>Sonderflächen</b>								
<b>Hörsaal</b>								
Vortragsaal				Zahl Sitzplätze	110		1,10	121
Bibliothek								
Lesebereich				Zahl der Sitzplätze	12		3,50	42
Freihandbereich				Medienbestand in tsd. Bänden	70		5,40	378
Magazinbereich				Medienbestand in tsd. Bänden	0		4,50	0
Kompakmagazin				Medienbestand in tsd. Bänden	140		2,70	378
Sonstige Bibliotheksdienste				Zuschlag auf Bibliotheksfläche in %	5%			40
<b>Pflanzenzucht/Tierhaltung</b>								
Gewächshaus				pauschaler Ansatz, ggf. erläutern				0
Fläche Tierhaltung				pauschaler Ansatz, ggf. erläutern				0
<b>Spezielle Experimentierfläche</b>								
Reinräume, Versuchshalle etc. (einzeln benennen)				pauschaler Ansatz, ggf. erläutern				0
<b>Soziale Infrastruktur</b>								
Kantine				pauschaler Ansatz, ggf. erläutern				0
Kinderbetreuung				pauschaler Ansatz, ggf. erläutern				0
Hausmeisterwohnung				Zahl der Hausmeister	0		90,00	0
Gästezimmer				Zahl der Gästezimmer	0		25,00	0
<b>Summe Sonderflächen</b>								<b>959</b>
<b>Flächenbedarf NF 1-6 gesamt</b>								<b>3503</b>

## ANLAGE C

MAX-PLANCK-GESELLSCHAFT  
zur Förderung der Wissenschaften e.V.

**REGELUNGEN FÜR DAS FACHBEIRATSWESEN****INHALT**

## Einleitung

- I. Fachbeiräte der Institute
    - 1. Funktion der Fachbeiräte
    - 2. Zusammensetzung und Berufung des Fachbeirats
    - 3. Amtszeit der Fachbeiratsmitglieder und personelle Erneuerung des Fachbeirats
    - 4. Vorsitzender des Fachbeirats
    - 5. Sitzungsturnus des Fachbeirats
    - 6. Statusbericht
    - 7. Einladung zur Fachbeiratssitzung
    - 8. Teilnahme an den Fachbeiratssitzungen
    - 9. Begehung des Instituts
    - 10. Bericht des Fachbeirats
    - 11. Reaktion auf den Bericht des Fachbeirats
  - II. Erweiterte mittelfristige Evaluation
    - 1. Aufgabenstellung
    - 2. Forschungsfelder
    - 3. Berichterstatte
    - 4. Forschungsfeldkommission
  - III. Satzungsgemäße Rahmenbedingungen
    - 1. Beratungsfunktion der Fachbeiräte
    - 2. Satzungsgemäße Rechte der Institutsdirektoren
    - 3. Berufungsverfahren
- Anhang
- I: Inhalt des Statusberichts des Instituts
  - II: Hinweise für die Evaluation (Leitfaden)

\*

**EINLEITUNG**

Das Fachbeiratswesen ist das zentrale Element der begleitenden Evaluation der Forschungseinrichtungen der Max-Planck-Gesellschaft. Die an allen Instituten einzurichtenden und sich aus international anerkannten Wissenschaftlern zusammensetzenden Fachbeiräte sind externe Beratungsgremien für die nach der Satzung der Max-Planck-Gesellschaft für Entscheidungen über die Entwicklung der Institute und der Gesellschaft insgesamt zuständigen Organe. Eine regelmäßige Evaluation ihrer Institute liegt im Interesse der Max-Planck-Gesellschaft und trägt zur Funktionsfähigkeit ihres Selbststeuerungssystems bei; sie dient gegenüber der Öffentlichkeit zur Rechenschaftslegung über den sinnvollen und effektiven Einsatz der ihr zur Verfügung gestellten Mittel.

\*

## I. FACHBEIRÄTE DER INSTITUTE

### 1. Funktion der Fachbeiräte

An jedem Institut sowie an institutsähnlichen Forschungseinrichtungen der Max-Planck-Gesellschaft wird ein Fachbeirat eingerichtet, dessen wesentliche Aufgabe eine regelmäßige Bewertung der wissenschaftlichen Tätigkeit des Instituts und auf dieser Basis die Beratung des Instituts und des Präsidenten<sup>1</sup> der Max-Planck-Gesellschaft hinsichtlich einer innovativen Entwicklung der Forschungsarbeiten des Instituts sowie eines erfolgsorientierten Einsatzes der Forschungsmittel ist.

### 2. Zusammensetzung und Berufung des Fachbeirats

Dem Fachbeirat gehören international anerkannte Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen aus dem In- und Ausland an, die in der Regel nicht aus der Max-Planck-Gesellschaft selbst kommen. Die Zusammensetzung des Fachbeirats soll das Forschungsspektrum des Instituts sinnvoll abdecken und darüber hinaus genügend Sachverstand bezüglich des deutschen Wissenschaftssystems versammeln. Daneben empfiehlt es sich, auch Wissenschaftler zu berufen, die der Forschungsrichtung des Instituts nicht unmittelbar nahestehen. Wissenschaftler, die bereits emeritiert bzw. pensioniert sind, sollen in der Regel nicht berufen werden.

Die Mitglieder des Fachbeirats werden vom Präsidenten der Max-Planck-Gesellschaft nach Beratung mit dem zuständigen Vizepräsidenten berufen. Dazu unterbreitet das Institut eine begründete Vorschlagsliste, die mindestens doppelt so viele Kandidaten enthält als Mitglieder in den Fachbeirat neu zu berufen sind, damit dem Präsidenten eine Auswahl möglich ist. Das Institut muss aktuelle oder in der Vergangenheit liegende Kooperationen oder Beschäftigungsverhältnisse bezüglich der vorgeschlagenen Personen offen legen. Der Präsident prüft eine mögliche Befangenheit und kann von den Vorschlägen abweichende Berufungen vornehmen. Er kann die Mitgliedschaft im Fachbeirat aus wichtigem Grund widerrufen.

Die Anzahl der Mitglieder des Fachbeirats soll – je nach Größe des Instituts und Breite des Fächerspektrums – in der Regel mindestens fünf und höchstens fünfzehn betragen.

In begründeten Fällen kann der Fachbeirat im Benehmen mit der Institutsleitung und dem zuständigen Vizepräsidenten ad hoc Sachverständige hinzuziehen.

### 3. Amtszeit der Fachbeiratsmitglieder und personelle Erneuerung des Fachbeirats

Die Amtszeit eines Fachbeiratsmitglieds beträgt in der Regel sechs Jahre. Um dem Bedürfnis nach personeller Erneuerung einerseits und Kontinuität andererseits Rechnung zu tragen, werden die Fachbeiräte mit überlappenden Amtszeiten berufen.

### 4. Vorsitzender des Fachbeirats

Der Fachbeirat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden jeweils für in der Regel bis zu sechs Jahre. Der Vorsitzende des Fachbeirats bereitet im Benehmen mit dem zuständigen Vizepräsidenten und dem Geschäftsführenden Direktor des Instituts die Sitzungen vor. Der Vorsitzende leitet die Sitzungen, erstellt den Bericht des Fachbeirats und übermittelt diesen an den Präsidenten der Max-Planck-Gesellschaft.

Ist der Vorsitzende des Fachbeirats in der bevorstehenden Sitzung erst zu wählen, kann der zuständige Vizepräsident vorab ein geeignetes Mitglied als Ansprechpartner zur Vorbereitung der Sitzung auswählen.

<sup>1</sup> Bei maskulinen Funktionsbezeichnungen wie Präsident, Generalsekretär, Direktor, Vorsitzender usw. sind Frauen und Männer gleichermaßen gemeint.

## 5. Sitzungsturnus des Fachbeirats

Der Fachbeirat tagt in der Regel alle zwei Jahre. Der Präsident kann aus besonderen Gründen eine Begutachtung durch den Fachbeirat auch außerhalb des regelmäßigen Turnus – über das Institut insgesamt oder zu Teilbereichen des Instituts – veranlassen.

Der Sitzungstermin wird vom Institut möglichst frühzeitig und in Abstimmung mit den Mitgliedern des Fachbeirats, dem Sekretariat des zuständigen Vizepräsidenten sowie der Generalverwaltung festgelegt.

## 6. Statusbericht

Die wesentliche schriftliche Grundlage für die Arbeit des Fachbeirats bildet ein vom Institut zu erstellender Statusbericht, der den Mitgliedern des Fachbeirats rechtzeitig vor der Sitzung (vgl. Ziff. 7) zur Verfügung gestellt wird.

Dieser Statusbericht liefert eine zusammenfassende Darstellung der seit der letzten Fachbeiratssitzung begutachteten, abgeschlossenen, laufenden und geplanten wissenschaftlichen Vorhaben und Projekte sowie des Umfangs, der Herkunft und des Einsatzes der Ressourcen. Er enthält Übersichten über die Ressourcenausstattung (Stellenplan, Sachmittel, Investitionen) der einzelnen Abteilungen bzw. Arbeitsbereiche, eine Übersicht über die eingeworbenen Drittmittel, eine Übersicht über die Personalstruktur (befristete/unbefristete Stellen, Drittmittelstellen), Informationen zur Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses, Informationen zur Kooperation mit anderen Forschungseinrichtungen und Universitäten und zur Zusammenarbeit mit dem Ausland sowie ein Verzeichnis der seit der letzten Fachbeiratssitzung veröffentlichten bzw. abgeschlossenen Arbeiten. Der Statusbericht enthält eine Auflistung aller wissenschaftlichen Mitglieder und wissenschaftlichen Mitarbeiter, d.h. mindestens der Leiter und Leiterinnen der selbständigen Arbeitsgruppen (Forschungsgruppen), zu deren Abteilungen oder Gruppen der Fachbeirat Einzelbewertungen abgeben muss. Zu allen wissenschaftlichen Mitgliedern und den Leitern und Leiterinnen der selbständigen Arbeitsgruppen (Forschungsgruppen) ist zusätzlich ein Bericht erforderlich.

Zur Erfüllung ihrer Aufgaben ist es den Fachbeiratsmitgliedern darüber hinaus freigestellt, vom Geschäftsführenden Direktor bzw. von den wissenschaftlichen Mitgliedern und den Leitern von Arbeits- und Nachwuchsgruppen am Institut zusätzliche Informationen einzuholen und das Institut im Benehmen mit der Institutsleitung auch außerhalb der Fachbeiratssitzung aufzusuchen.

## 7. Einladung zur Fachbeiratssitzung

Der Ablauf der Fachbeiratssitzung wird vom Vorsitzenden des Fachbeirats in Abstimmung und im Zusammenwirken mit dem Geschäftsführenden Direktor des Instituts und in Abstimmung mit dem zuständigen Vizepräsidenten vorbereitet. Rechtzeitig vor der Sitzung verschickt der Geschäftsführende Direktor die Einladung zur Sitzung und stellt die notwendigen Unterlagen zur Verfügung.

Die Einladung enthält eine Tagesordnung, auf der bei jedem Tagesordnungspunkt der Kreis der Teilnehmer spezifiziert ist. Die Einladung geht an alle Personen, die an mindestens einem Tagesordnungspunkt teilnehmen.

## 8. Teilnahme an den Fachbeiratssitzungen

Die wissenschaftlichen Mitglieder des Instituts, die Leiter der Selbständigen Nachwuchsgruppen und der in die Sektion gewählte wissenschaftliche Mitarbeiter nehmen am öffentlichen Teil der Sitzungen des Fachbeirats teil. Der zuständige Vizepräsident sollte stets an den Fachbeiratssitzungen teilnehmen. Des Weiteren sind der Präsident der Max-Planck-Gesellschaft, der Generalsekretär sowie die beauftragten Mitarbeiter der Generalverwaltung zur Teilnahme an der Sitzung berechtigt.

In der Tagesordnung wird eine Besprechung mit den wissenschaftlichen Mitarbeitern vorgesehen. Bei Bedarf sind Einzelgespräche zu ermöglichen, z.B. mit dem in die Sektion gewählten wissenschaftlichen Mitarbeiter, den Leitern der Selbständigen Nachwuchsgruppen, Abteilungsvertretern oder dem Doktorandenvertreter.

Die nicht zum Fachbeirat gehörenden Personen nehmen nicht teil, sobald der Fachbeirat sich zur abschließenden internen Beratung zur Vorbereitung seines Berichts zurückzieht. Anschließend steht der

Fachbeirat den Vertretern der Leitungsebene der Max-Planck-Gesellschaft für ein Gespräch unter Ausschluss Dritter zur Verfügung. Der Fachbeirat kann wegen der Besonderheit einzelner Beratungsgegenstände auch schon vorher die Teilnahme von Personen, die nicht dem Fachbeirat angehören, ganz oder teilweise ausschließen.

### **9. Begehung des Instituts**

Auf der Grundlage der Information durch den Statusbericht (vgl. Ziff. 6) hält der Fachbeirat seine Sitzung im Institut ab.

Der Fachbeirat lässt sich durch die Institutsleitung über die wesentlichen Schwerpunkte der erbrachten Forschungsleistungen sowie der zukünftigen Planungen berichten. Hierbei sollen die Fachbeiratsmitglieder nach Möglichkeit auch Einzelgespräche mit den Direktoren führen. Wissenschaftler und Arbeitsgruppen des Instituts sollen Gelegenheit haben, sich persönlich über ihre Arbeitsergebnisse und Planungen gegenüber den Fachbeiratsmitgliedern zu äußern. Wissenschaftler am Institut, die in erheblichem Maße zur Forschung anleiten, sollen in den Begutachtungsprozess eingebunden werden, mindestens aber die Direktoren und Leiter der selbständigen Arbeitsgruppen (Forschungsgruppen).

Daneben verschafft sich der Fachbeirat einen konkreten Eindruck über die Arbeitsplätze und Arbeitsbedingungen. Dazu kann sich der Fachbeirat aufteilen, um einzelne Bereiche des Instituts oder auch einzelne Wissenschaftler durch Untergruppen bzw. durch einzelne Fachbeiratsmitglieder zu besuchen. Die Aufteilung und Zuständigkeit wird zu Beginn der Begehung vom Vorsitzenden des Fachbeirats im Benehmen mit den Fachbeiratsmitgliedern festgelegt.

### **10. Bericht des Fachbeirats**

Als Ergebnis seiner Begutachtung erstellt der Fachbeirat einen abschließenden Bericht. Die Verantwortung für die vollständige und termingerechte Erstellung des Berichts liegt beim Vorsitzenden des Fachbeirats. Der Bericht muss eine ausführliche und differenzierte Beurteilung der wissenschaftlichen Ergebnisse und erbrachten Forschungsleistungen sowie eine Stellungnahme zu künftigen Vorhaben und geplanten Schwerpunktsetzungen sowohl des Instituts als Ganzes wie auch der einzelnen Abteilungen oder Gruppen enthalten. Er muss insbesondere die thematische und qualitative Position der einzelnen Abteilungen in deren nationalem und internationalem fachlichen Umfeld erörtern. Eine Aufstellung der vom Fachbeirat in seinem Bericht zu erörternden Punkte findet sich im Anhang II.

Die Bewertung von Forschungsleistungen soll auch dem Umstand Rechnung tragen, dass die Möglichkeit gegeben sein muss, neue Wege mit einem erhöhten Risiko des Scheiterns einzuschlagen.

Werden in dem Bericht Empfehlungen oder Feststellungen ausgesprochen, die nicht die Zustimmung aller Fachbeiratsmitglieder haben, so soll der Bericht auch die abweichenden Meinungen enthalten. Empfehlungen und Fragen des Fachbeirats, zu denen eine Stellungnahme des Instituts oder des Präsidenten erwartet werden, sollten explizit formuliert und als solche kenntlich gemacht werden.

Der Fachbeiratsvorsitzende leitet den endgültigen Bericht dem Präsidenten der Max-Planck-Gesellschaft innerhalb von zwei Monaten nach der Begutachtung zu. Sollte der Vorsitzende dazu nicht in der Lage sein, übernimmt der Stellvertretende Vorsitzende nach Absprache diese Aufgabe.

Die Beurteilungen und Empfehlungen der Fachbeiräte sind von den Fachbeiräten selbst wie auch von den anderen beteiligten Personen vertraulich zu behandeln.

Der Fachbeiratsvorsitzende erstellt bei aus Sicht des Fachbeirats besonders problematischen Beurteilungen zusätzlich zum Bericht einen vertraulichen Brief für den Präsidenten. Dieser Brief wird nicht an das Institut weitergeleitet, aber die in ihm enthaltenen Aussagen werden mit dem Betroffenen diskutiert. Die in einem Brief beschriebenen Probleme oder Defizite müssen in geeigneter Weise auch im Bericht zumindest angedeutet werden. Bericht und Brief dürfen sich inhaltlich nicht widersprechen.

### **11. Reaktion auf den Bericht des Fachbeirats**

Der Präsident der Max-Planck-Gesellschaft leitet den Bericht des Fachbeirats der Institutsleitung – zu Händen des Geschäftsführenden Direktors – mit der Bitte um ausführliche Stellungnahme zu. Den



Leitern von Selbständigen Nachwuchsgruppen und wissenschaftlichen Mitarbeitern wird die sie betreffende Beurteilung in geeigneter Form durch die Institutsleitung vermittelt.

Der Vorsitzende des Fachbeirats wird über die Stellungnahme des Instituts informiert.

Um festzustellen, ob die Empfehlungen und Fragen des Fachbeirats angemessen berücksichtigt sind, ist deren Erörterung als ständiger Tagesordnungspunkt in der jeweils nächsten Sitzung des Fachbeirats vorzusehen.

\*

## II. ERWEITERTE MITTELFRISTIGE EVALUATION

### 1. Aufgabenstellung

Alle sechs Jahre, also in der Regel zu jeder dritten turnusmäßigen Sitzung, tagt der Fachbeirat mit einem erweiterten Evaluationsauftrag. Dabei sollen die Leistungen des Instituts in den letzten sechs Jahren beurteilt sowie eine Stellungnahme zu den laufenden Vorhaben und Planungen des Instituts abgegeben werden. Die Erweiterung der Aufgabenstellung hat insbesondere zwei Komponenten. Zunächst wird in einer über die normalen Fachbeiratsbegehungen hinausgehenden, umfassenden Weise die Effizienz des Ressourceneinsatzes des Instituts unter einer mittelfristigen Perspektive begutachtet. Darüber hinaus wird der Betrachtungshorizont über einzelne Institute hinaus in verstärktem Maße ausgeweitet auf eine bereichsspezifische Synopse (vgl. Ziff. 4) verwandter Forschungseinrichtungen innerhalb der Max-Planck-Gesellschaft und auf den Stellenwert dieser Forschungseinrichtungen in ihrem Verhältnis zum weiteren nationalen und internationalen fachlichen Umfeld.

Soweit in Abschnitt II für die sechsjährige Begutachtung keine speziellen Regelungen getroffen sind, gelten die in Abschnitt I getroffenen Regelungen entsprechend.

### 2. Forschungsfelder

Für die erweiterte Begutachtung werden wissenschaftlich verwandte Institute zu Forschungsfeldern zusammengefasst; diese können auch sektionsübergreifend definiert sein und in begründeten Ausnahmefällen nur Teile von Instituten einbeziehen oder auch Institute ähnlicher Organisationsstruktur zusammenfassen. Die Forschungsfelder werden vom Präsidenten in Abstimmung mit den Vizepräsidenten und im Einvernehmen mit den Sektionen festgelegt. Die Festlegung der Forschungsfelder wird in regelmäßigem Abstand überprüft.

### 3. Berichterstatter

Für die erweiterte Begutachtung wird der Fachbeirat um mindestens zwei externe Berichterstatter ergänzt, die – ebenso wie die Mitglieder des Fachbeirats – international ausgewiesene Wissenschaftler, jedoch nicht Mitglieder der Max-Planck-Gesellschaft sind. Insbesondere bei sehr heterogenen oder großen Forschungsfeldern können weitere Berichterstatter hinzugezogen werden. Diese Berichterstatter nehmen nicht nur an der Begutachtung eines Instituts, sondern an den – möglichst zeitnah gekoppelten – erweiterten Begutachtungen aller in einem Forschungsfeld zusammengefassten Institute der Max-Planck-Gesellschaft durch den jeweiligen Fachbeirat teil.

Die Berichterstatter sind nicht Mitglieder der Fachbeiräte und nehmen keine von diesen unabhängige eigene Evaluation der Forschungsleistungen der Institute vor. Sie verschaffen sich vielmehr durch Teilnahme an allen öffentlichen sowie internen Sitzungen des Fachbeirats bei den einzelnen Begehungen innerhalb eines Forschungsfeldes einen Überblick über die Durchführung und die Ergebnisse der Begutachtungen insgesamt; sie vergleichen dabei auch die Anwendung der Bewertungskriterien durch die beteiligten Fachbeiräte. Sie nehmen an der abschließenden internen Beratung der Fachbeiräte teil.

Die Berichterstatter werden vom Präsidenten der Max-Planck-Gesellschaft im Einvernehmen mit den jeweils zuständigen Vizepräsidenten und Sektionsvorsitzenden anlässlich jeder erweiterten Begutachtung ernannt.

#### **4. Forschungsfeldkommission**

Nach der erweiterten Begutachtung aller Institute eines Forschungsfeldes tritt eine Kommission zusammen, die sich aus den Berichterstattern, den Vorsitzenden der beteiligten Fachbeiräte sowie den zuständigen Vizepräsidenten und Sektionsvorsitzenden zusammensetzt. Der Präsident, der Generalsekretär sowie die beauftragten Mitarbeiter der Generalverwaltung sollten an der Kommissionsitzung teilnehmen.

Unter dem Vorsitz des Vizepräsidenten berät die Kommission auf der Basis der erstellten Fachbeiratsberichte und des schriftlichen Berichts der Berichterstatter über Entwicklungsperspektiven und gegebenenfalls Notwendigkeiten zur Veränderung auch der Ressourcenallokation innerhalb eines Forschungsfeldes und gibt dazu eine zusammenfassende Stellungnahme ab, die dem Präsidenten zuzuleiten ist. Der Präsident leitet diese Stellungnahme den Geschäftsführenden Direktoren der im jeweiligen Forschungsfeld zusammengefassten Institute zu.

\*

### **III. SATZUNGSGEMÄSSE RAHMENBEDINGUNGEN**

#### **1. Beratungsfunktion der Fachbeiräte**

Die Berichte der Fachbeiräte und die Stellungnahmen der Forschungsfeldkommissionen enthalten Informationen und Empfehlungen. Diese dienen der Beratung der Institute und der nach der Satzung der Max-Planck-Gesellschaft zuständigen Organe. Erscheinen nach Auswertung dieser Berichte und Stellungnahmen strukturelle bzw. finanzielle Konsequenzen erforderlich, schaltet der Präsident die weiteren zuständigen Organe<sup>2</sup> ein, von denen allein die jeweiligen Entscheidungen vorbereitet bzw. getroffen werden können.

#### **2. Satzungsgemäße Rechte der Institutsdirektoren**

Die satzungsgemäß festgeschriebenen Rechte der Direktoren an den Instituten, insbesondere deren Befugnis, die wissenschaftlichen Arbeiten in ihrem Bereich hinsichtlich der Auswahl, Reihenfolge und Ausführung bestimmen zu können, bleiben von den Empfehlungen der Fachbeiräte unberührt.

#### **3. Berufungsverfahren**

Bei Berufungsverfahren sind die Zuständigkeiten der Institutsdirektoren, der Sektionen des Wissenschaftlichen Rates, des Senats und des Präsidenten durch die Satzung der Max-Planck-Gesellschaft geregelt. Bei der Wahrnehmung der Aufgaben des Fachbeirats bleiben die Kompetenzen der Institutsdirektoren und der genannten Organe bei den Berufungsverfahren unberührt.

\*

---

<sup>2</sup> Bei Max-Planck-Instituten mit eigener Rechtspersönlichkeit sind deren besondere rechtliche Gegebenheiten zu berücksichtigen.

## ANHANG I

**Inhalt des Statusberichts des Instituts**

Sofern sich die nachstehend aufgeführten Gliederungspunkte nicht ausschließlich auf das Institut als Ganzes beziehen, ist jeweils auch eine Aufteilung nach Abteilungen bzw. Arbeitsbereichen erforderlich.

- 1. Struktur und Gliederung des Instituts**
- 2. Forschungsprogramm des Instituts und seiner Abteilungen/Arbeitsbereiche**  
(Forschungskonzeption, wissenschaftliche Methoden und Ergebnisse, Zusammenarbeit innerhalb des Instituts, geplante Entwicklung)
- 3. Personalstruktur**  
(Verhältnis befristete/unbefristete Stellen, Verhältnis wissenschaftliche/nichtwissenschaftliche Mitarbeiter, Anzahl Drittmittelstellen, Altersstruktur, Fluktuation, Frauenanteil, Berufungs- und Emeritierungsdaten)
- 4. Struktur des Haushalts**  
(Institutionelle Förderung, Drittmittel, sonstige Einnahmen)
- 5. Sächliche, apparative und räumliche Ausstattung**
- 6. Wissenschaftlicher Nachwuchs und Gastwissenschaftler**  
(Aktivitäten des Instituts zur Nachwuchsförderung und zur Aufnahme ausländischer Gastwissenschaftler, Aufenthaltsdauer und Anschlussfähigkeit, Finanzierung)
- 7. Chancengleichheit**  
(Anzahl und Art der Position von Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern am Institut, Maßnahmen zur Erhöhung der Anzahl von Wissenschaftlerinnen, Maßnahmen zur Vereinbarkeit von Familie und Beruf)
- 8. Beziehungen zu in- und ausländischen Forschungseinrichtungen**  
(Kooperationen, gemeinsame Berufungen, Beteiligung an der Lehre, Beteiligung an externen Forschungsprogrammen und Projekten)
- 9. Aktivitäten im Wissenstransfer/Beziehungen zur Wirtschaft**  
(Patente, Lizenzen, Beratertätigkeit, Beteiligungen, Firmenausgründungen)
- 10. Symposien, Tagungen etc.**
- 11. Gremienarbeit der Wissenschaftlichen Mitglieder**  
(Innerhalb der Max-Planck-Gesellschaft, EU-Gremien, DFG, etc.)
- 12. Publikationen**  
(Vollständige Publikationsliste unter Kennzeichnung der wichtigsten Veröffentlichungen, Liste und Originalpublikationen sollen in elektronischer Fassung zur Verfügung gestellt werden, gegebenenfalls Zitationsanalysen)
- 13. Open Access**  
(Darstellung der Aktivitäten, Ergebnisse frei und dauerhaft zugänglich zu machen, z.B. Repository der Max-Planck-Gesellschaft, Open Access-Selbstarchivierung, Open Access Zeitschriften etc.)
- 14. Langfristige Archivierung von Forschungsergebnissen**  
(Primärdaten, Publikationen)
- 15. Rufe, wissenschaftliche Auszeichnungen und Mitgliedschaften**
- 16. Öffentlichkeitsarbeit**

\*

## ANHANG II

**Hinweise für die Evaluation (Leitfaden)**

Die nachfolgend aufgeführten Kriterien für die Evaluation sind die Basis für eine aussagekräftige Bewertung der Leistungen der Forschungseinrichtungen. Es wird erwartet, dass die Kriterien in allen Bereichen, in denen dies sinnvoll ist, berücksichtigt werden und hierzu im Bericht jeweils eine ausführliche Stellungnahme erfolgt. Die nicht-wissenschaftlichen Leistungen (Führungskompetenz, Engagement in der Wissenschaftspolitik, Engagement in der Gremienarbeit der Max-Planck-Gesellschaft) werden durch den Präsidenten oder durch den fachlich zuständigen Vizepräsidenten bewertet.

**A. Allgemeine Aspekte – Bedeutung des Instituts**

- o Wie groß ist die Bedeutung des Instituts innerhalb seines wissenschaftlichen Fachgebietes sowohl im nationalen als auch im internationalen Zusammenhang?
- o Wie ist die wissenschaftliche Qualität des Instituts insgesamt zu bewerten?
- o Welche Entwicklungsperspektiven der Forschungsgebiete, auf denen das Institut tätig ist, gibt es?
- o Welche wissenschaftlichen Arbeiten des Instituts können in jeder Hinsicht als herausragend bezeichnet werden?
- o Welche neuen wissenschaftlichen Ideen sowie Gebiete mit hohem Entwicklungspotential gibt es am Institut?

**B. Zu den einzelnen Abteilungen und Arbeitsbereichen**

Wie ist die Forschungseinheit im Vergleich mit dem nationalen und internationalen Leistungsstand zu bewerten (wissenschaftliche Bedeutung, Innovationskraft, Qualitätsniveau und Einfluss der Veröffentlichungen)?

- o Wie ist das mittelfristige Forschungsprogramm einzuschätzen?
- o Von welcher Qualität sind der fachliche und/oder der gesellschaftliche und politische Wissenstransfer?
- o Wie adäquat ist die Personalstruktur?
- o Wie ist der jeweilige Mitteleinsatz (inkl. Drittmittel) zu bewerten?
- o Wie gestaltet sich die Zusammenarbeit im Institut, mit anderen Max-Planck-Instituten sowie mit Universitäten und anderen externen Partnern im In- und Ausland?
- o Wie ist die Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses einzuschätzen?

**C. Empfehlungen zur weiteren Entwicklung**

- o Gibt es Vorschläge zu Veränderungen und – möglicherweise – Umstrukturierungen?
- o Welche Aspekte zu Fortführung oder Aufhebung von Abteilungen bzw. Forschungsbereichen, insbesondere bei bevorstehenden Emeritierungen sind zu berücksichtigen?

**D. Zusätzliche Gesichtspunkte der erweiterten Begutachtung**

- o Wie ist der effektive Einsatz der Ressourcen, die dem Institut und seinen Abteilungen zur Verfügung stehen (auch Drittmittel) sowie deren Verteilung in Bezug auf die wissenschaftliche Bedeutung der Forschungsprojekte zu bewerten?
- o Gibt es Vorschläge zu Umstrukturierungen aus institutsübergreifender, komparativer Sicht unter Einbeziehung der anderen Forschungseinrichtungen, die in diesem Forschungsfeld bewertet werden?

Die oben genannten Fragen können mit Hilfe der folgenden Bewertungskategorien in den mündlichen und schriftlichen Berichten der Fachbeiräte beurteilt werden. Es handelt sich um Bewertungskategorien nach nationalen und internationalen Maßstäben. Sie sollen eine einheitliche Bewertung der Leistungen der Institute und ihrer einzelnen Abteilungen bzw. Forschungsgebiete sicherstellen. Zu den Leistungen der Direktoren und Direktorinnen sowie Leitern und Leiterinnen der selbständigen

Arbeitsgruppen (Forschungsgruppen) wird im Bericht je ein separater Abschnitt mit differenzierter Bewertung erwartet.

Die Kategorien bilden eine Bewertungsgrundlage. Sie ersetzen nicht die detaillierte und fundierte Analyse und Begutachtung des Fachbeirats in seinem ausführlichen Bericht.

**Herausragend:** national und international an der Spitze eines breiten Forschungsgebietes

- o herausragende wissenschaftliche Erfolge mit höchstem Wirkungsgrad
- o einzigartiges Forschungsprogramm von außergewöhnlicher wissenschaftlicher Bedeutung
- o höchste wissenschaftliche Anerkennung
- o beispielhafter wissenschaftlicher/technischer/gesellschaftlicher Einfluss

**Ausgezeichnet:** national und international im jeweiligen Forschungsgebiet führend

- o exzellente wissenschaftliche Erfolge und entsprechende Publikationsergebnisse
- o Forschungsprogramm mit ausgezeichneter Entwicklungsperspektive
- o hohe nationale und internationale Anerkennung
- o sehr sichtbarer wissenschaftlicher/technischer/gesellschaftlicher Einfluss

**Sehr gut:** gehört zu einer breiteren nationalen und internationalen Spitzengruppe und ist in einem Fachgebiet führend

- o einzelne hochrangige Forschungsbeiträge und Publikationsergebnisse, die insgesamt als sehr gut bezeichnet werden können
- o ertragreiches Forschungsprogramm
- o nationale und internationale wissenschaftliche Anerkennung in einzelnen Gebieten
- o erkennbarer wissenschaftlicher/technischer/gesellschaftlicher Einfluss

**Gut:** nach nationalen und internationalen Maßstäben sehr solide Forschung

- o zuverlässige Leistung und stabile Produktivität
- o solides aber weniger innovatives Forschungsprogramm
- o national und international wissenschaftlich sichtbar

**Durchschnittlich:** nach nationalen und internationalen Maßstäben durchschnittliche Forschungserfolge mit begrenztem Wirkungsgrad

Die Regelungen für das Fachbeiratswesen in der Max-Planck-Gesellschaft dienen den Mitgliedern der Fachbeiräte, den Wissenschaftlichen Mitgliedern und Direktoren der Max-Planck-Institute und sonstigen Beteiligten als verbindlicher Leitfaden für das Vorgehen bei der Begutachtung der Institute durch die Fachbeiräte. Sie wurden nach eingehenden Beratungen mit dem Wissenschaftlichen Rat und seinen Sektionen vom Senat der Max-Planck-Gesellschaft am 27. März 1998 beschlossen und gelten für alle Institute und institutsähnlichen Forschungseinrichtungen der Max-Planck-Gesellschaft. Die vorliegende überarbeitete Version wurde vom Senat der Max-Planck-Gesellschaft am 20.3.2009 beschlossen.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6679/04

N° 6679<sup>4</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

**PROJET DE LOI****portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(11.7.2014)

Par dépêche du 14 avril 2014, le Premier ministre, ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat du projet de loi sous objet, qui a été élaboré par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire de l'article unique, une fiche d'évaluation d'impact ainsi qu'une fiche financière. La fiche financière portant sur le financement de l'Institut Max Planck Luxembourg se limite à énumérer le montant total des dépenses pour les années 2012, 2013 et 2014.

Une copie du contrat de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et la société Max Planck pour la promotion des sciences (*Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*), signé respectivement les 20 mai 2009 et 18 mai 2009, ainsi que du contrat de financement entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Fondation de l'Institut Max Planck Luxembourg, signé respectivement les 7 juin 2012 et 30 mai 2012, furent transmises au Conseil d'Etat le 26 juin 2014, suite à sa demande.

Les avis de la Chambre des salariés et de la Chambre du commerce ont été communiqués au Conseil d'Etat par dépêches respectivement des 11 et 17 juin 2014.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser le financement des activités de l'Institut Max Planck au Luxembourg pour une durée de trente ans renouvelable.

La société Max Planck pour la promotion des sciences, dont les origines remontent à la société „Kaiser Wilhelm“, a été fondée en Allemagne en date du 26 février 1948 sous la forme juridique d'une association d'utilité publique de droit privé (*gemeinnütziger eingetragener Verein*).

Elle regroupe actuellement quelque 17.000 collaborateurs, parmi lesquels 17 ont obtenu des prix Nobel, dans 83 instituts de recherche, dont 5 ne se situent pas en Allemagne: la bibliothèque Hertziana à Rome et l'Institut d'histoire de l'art à Florence en Italie, l'Institut psycholinguistique à Nijmegen aux Pays-Bas, l'Institut de neuroscience en Floride aux Etats-Unis et finalement l'Institut Max Planck de droit procédural réglementaire international et européen du Luxembourg. Ce dernier a été créé sous forme d'une fondation de droit luxembourgeois, dont les statuts furent publiés au Mémorial C en date du 28 mars 2012 avec la dénomination de „Max Planck Institute Foundation Luxemburg“ et dont l'objet est la création et la gestion du „Max Planck Institute Luxemburg for international, european and regulatory procedural law“.

Selon sa brochure de présentation<sup>1</sup>, la recherche de l'Institut se réalise dans trois départements et porte sur:

<sup>1</sup> [www.mpi.lu/uploads/media/Brochure\\_FR\\_01.pdf](http://www.mpi.lu/uploads/media/Brochure_FR_01.pdf)



- le règlement des différends en droit international public,
- le droit européen et comparé de la procédure civile et
- le droit procédural réglementaire.

Toujours selon cette brochure, l'Institut vise à établir un dialogue permanent et productif avec les juridictions et les institutions de l'Union européenne et mettra en place une coopération étroite en matière de recherche et d'enseignement avec la Faculté de droit de l'Université de Luxembourg.

Quant aux ressources financières du jeune institut, le contrat de coopération précité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la société Max Planck pour la promotion des sciences prévoit un financement étatique à 100%, au motif que seuls les fonds publics garantissent l'autonomie nécessaire aux chercheurs. Pour ce qui est des 80 instituts situés en Allemagne, tout comme pour les 2 situés en Italie, le budget annuel s'élève à quelque 1,3 milliard d'euros et provient à 97% de fonds publics (*Bund und Länder*)<sup>2</sup>. Pour ce qui est de l'institut situé aux Pays-Bas, le rapport financier 2011-2012<sup>3</sup> signale une contribution de 10,9% de recettes provenant du Ministère de l'éducation néerlandais, tandis que pour celui situé aux Etats-Unis<sup>4</sup>, l'Etat de Floride a contribué à raison de 94 millions de dollars à son capital de départ.

Toujours pour ce qui est du contrat de coopération précité, il a été conclu à durée indéterminée avec une possibilité de résiliation, mentionnée au commentaire de l'article unique, qui prévoit que „(...) *sie [die Frist zur ordentlichen Kündigung] ist jedoch in keinem Fall kürzer als der Zeitraum bis zum Eintritt der/des im Zeitpunkt der Kündigung jüngsten Direktorin/Direktors in den Ruhestand (bei Erreichen der Regelaltersgrenze)*“, d'où la nécessité, selon les auteurs du projet de loi sous revue, de l'échéance de trente ans inscrite dans le texte de l'article unique du projet de loi sous avis.

Le contrat de coopération prévoit à côté du conseil d'administration et du conseil scientifique autonomes, un conseil consultatif dans lequel le Gouvernement et l'Université de Luxembourg peuvent déléguer une personne.

Une évaluation globale des travaux et du fonctionnement de l'Institut est prévu selon un rythme de six ans. Le Conseil d'Etat se demande si, au lieu de prévoir des subventions pour une durée de trente ans, il n'aurait pas été plus prudent de prévoir cinq termes consécutifs de six ans, renouvelables sur base des conclusions de l'évaluation précitée.

Le Conseil d'Etat exige qu'à l'avenir le législateur soit saisi de projets de loi engageant l'Etat pour un montant dépassant le seuil de 40.000.000 euros, inscrit à l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, avant la signature des conventions comportant de tels engagements ou que soit insérée une clause dans ces conventions précisant que les engagements financiers sont convenus sous réserve de l'approbation du législateur.

\*

## EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Pour des raisons de forme, l'intitulé de l'article unique est à omettre. Pour ce qui est du fond, le Conseil d'Etat note que l'Etat s'est engagé financièrement auprès de *Max Planck Institute Foundation Luxembourg*, qui a le statut juridique d'une fondation de droit luxembourgeois, afin que celle-ci crée et gère le *Max Planck Institute for International, european and regulatory procedural law (MPI)*, tel que défini dans les statuts de la prédite fondation. Il importe de le préciser au sein de l'article unique.

Les auteurs du projet de loi sous revue ont prévu que la durée de trente ans, pendant laquelle la fondation recevra des subventions étatiques d'un maximum de 12 millions d'euros par an, sera renouvelable. Le Conseil d'Etat s'oppose formellement à cette disposition, car contraire à l'article 99 de la Constitution. Si le Parlement compte autoriser, par le projet de loi sous avis, le Gouvernement à effectuer une dépense de 360 millions sur une durée de trente ans, il ne pourra cependant pas autoriser un engagement qui soit illimité dans le temps.

<sup>2</sup> [www.mpg.de](http://www.mpg.de)

<sup>3</sup> [www.mpi.nl](http://www.mpi.nl)

<sup>4</sup> <http://www.maxplanckflorida.org>

L'article sous avis dispose également que le montant à subventionner est sujet à modification selon les variations de l'échelle mobile des salaires. Pour les besoins du calcul de la variation, il s'impose de préciser que la valeur 775,17 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1er janvier 1948, est celle du 1er octobre 2013.

Il convient dès lors de rédiger l'article sous avis comme suit:

„**Article unique.** L'Etat est autorisé à subventionner Max Planck Institute Foundation Luxemburg, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités du Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI). Ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1er octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1er janvier 1948.“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 juillet 2014.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6679/05

N° 6679<sup>5</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

---

---

**PROJET DE LOI****portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS**

(18.7.2014)

Par sa lettre du 9 avril 2014, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Une convention de coopération entre l'Etat et la Max Planck Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaft e. V. a été signée le 20 mai 2009 afin de créer un Max Planck Institute Luxembourg qui sera en charge du droit procédural, le tout conformément aux critères de qualité qui prévalent dans la Max Planck Gesellschaft. L'accord de coopération a été complété par un contrat de financement signé par les deux parties en 2012.

La Chambre des Métiers constate que la création du Max Planck Institute Luxembourg vise à étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise par la présence d'un institut prestigieux qui permet également d'accroître la visibilité du Luxembourg en tant que site de recherche. Ceci est fait par un choix judicieux de la thématique de recherche qui doit permettre un „clustering<sup>1</sup>“ de projets entourant un programme de recherche en droit qui englobe les activités de l'institut, qui elles-mêmes vont permettre de contribuer au développement des activités de l'Université.

Le droit procédural européen et international, ainsi que les questions procédurales en droit financier, sont les thèmes choisis pour servir d'objet de recherche afin de faire du Luxembourg un centre de compétences en droit.

Le montage est le suivant:

- création d'un Max Planck Institute Luxembourg (MPI) par la Max Planck Gesellschaft;
- contrat entre l'Etat luxembourgeois et le Max Planck Institute Luxembourg (MPI) réglant les droits et devoirs de chacun;
- contrat de coopération entre l'Université du Luxembourg et le Max Planck Institute Luxembourg (MPI) permettant de fortes synergies et un développement non concurrent des activités de chacun dans le domaine juridique.

Le présent projet de loi vise à autoriser l'Etat à subventionner le Max Planck Institute Foundation Luxembourg, Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI), jusqu'à douze millions d'euros par an pour une durée de trente ans renouvelable et ainsi, donner une base légale au financement du Max Planck Institute.

\*

---

1 Regroupement

La Chambre des Métiers n'a aucune observation particulière à formuler relativement au projet de loi grand-ducal lui soumis pour avis.

Luxembourg, le 18 juillet 2014

*Pour la Chambre des Métiers,*

*Le Directeur Général,*  
Tom WIRION

*Le Président,*  
Roland KUHN

6679/06

N° 6679<sup>6</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

**PROJET DE LOI**

**portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE, DES MEDIAS, DES  
COMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE**

(6.10.2014)

La Commission se compose de: Mme Simone BEISSEL, Président; M. André BAULER, Rapporteur; M. Claude ADAM, Mme Diane ADEHM, M. Eugène BERGER, Mmes Taina BOFFERDING, Tess BURTON, Martine HANSEN, Octavie MODERT, MM. Roger NEGRI, Marcel OBERWEIS, Roy REDING et Serge WILMES, Membres.

\*

**I. PROCEDURE LEGISLATIVE**

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 9 avril 2014 par M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire de l'article unique et d'une fiche financière. Une copie du contrat de financement (*Zuwendungsvertrag*) conclu entre l'Etat luxembourgeois, la Fondation de l'Institut Max Planck Luxembourg (*Max Planck Institute Foundation Luxemburg*) et la Société Max Planck pour la promotion des sciences (*Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*), ainsi qu'une copie du contrat de coopération (*Kooperationsvertrag*) entre l'Etat luxembourgeois et la Société Max Planck pour la promotion des sciences (*Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.*) ont été introduites à la Chambre des Députés le 26 juin 2014.

Le projet de loi a été avisé par les chambres professionnelles suivantes:

- la Chambre de Commerce le 2 juin 2014;
- la Chambre des Salariés le 3 juin 2014;
- la Chambre des Métiers le 18 juillet 2014.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 11 juillet 2014.

Lors de sa réunion du 29 septembre 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné M. André Bauler comme rapporteur du projet de loi. Le même jour, elle s'est vu présenter le projet par M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, avant de procéder à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a adopté le présent rapport le 6 octobre 2014.

\*



## II. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi vise à donner une base légale au financement du *Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*.

En date du 20 mai 2009, le Luxembourg a signé une convention de coopération avec la *Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.* en vue de la création d'un *Max Planck Institute Luxembourg* dans le domaine du droit procédural. L'accord de coopération est complété par un contrat de financement signé respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

La Société Max Planck est un des organismes de recherche allemands les plus renommés. Fondée en 1911 sous le nom de Société Kaiser Wilhelm, elle a été rebaptisée Société Max Planck du nom de son ancien président Max Planck en 1948. Depuis sa création, elle compte parmi ses scientifiques 17 lauréats du prix Nobel, ce qui place l'Institut au niveau des meilleurs et des plus prestigieux organismes de recherche dans le monde.

Il existe actuellement 83 Instituts Max Planck qui font des recherches fondamentales en sciences naturelles, sciences du vivant, sciences sociales et sciences humaines. La Société Max Planck regroupe actuellement quelque 17.000 collaborateurs.

Cinq de ses instituts ne se situent pas en Allemagne: la bibliothèque Hertziana à Rome et l'Institut d'histoire de l'art à Florence en Italie, l'Institut psycholinguistique à Nijmegen aux Pays-Bas, l'Institut de neuroscience en Floride aux Etats-Unis et finalement l'Institut Max Planck de droit procédural réglementaire international et européen du Luxembourg. Ce dernier a été créé sous forme d'une fondation de droit luxembourgeois, dont les statuts furent publiés au Mémorial C en date du 28 mars 2012 avec la dénomination de *Max Planck Institute Foundation Luxembourg* et dont l'objet est la création et la gestion du *Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*. La forme juridique retenue est censée documenter l'ancrage de l'Institut dans le paysage luxembourgeois de l'enseignement supérieur et de la recherche publique.

L'Institut a commencé ses travaux à l'automne 2012. Le nouvel établissement est le premier Institut Max Planck de recherche juridique établi en dehors du territoire allemand. La recherche de l'Institut se réalise dans trois départements et porte sur:

- le règlement des différends en droit international public,
- le droit européen et comparé de la procédure civile et
- le droit procédural réglementaire.

L'Institut est structuré autour de trois directeurs de programme. Au cours de sa première phase d'établissement, l'Institut a réussi à regrouper une équipe d'environ 35 chercheurs et employés issus des différents Etats membres de l'Union européenne. Une fois son rythme de croisière atteint, il verra plus de 120 chercheurs à son actif, dont un nombre important en formation doctorale.

L'Institut vise à établir un dialogue permanent et productif avec les juridictions et les institutions de l'Union européenne et à mettre en place une coopération étroite en matière de recherche et d'enseignement avec la Faculté de droit de l'Université du Luxembourg.

Une évaluation globale des travaux et du fonctionnement de l'Institut est prévue selon un rythme de six ans.

La thématique du droit procédural européen et international est celle qui a été retenue pour servir d'objet de recherche en y incluant les questions procédurales en droit financier. Ce choix a été fait dans le cadre d'une stratégie globale du Gouvernement visant à ériger le Luxembourg en centre d'excellence sur le plan académique et de l'enseignement supérieur. En effet, l'implantation au Luxembourg est idéale pour un Institut Max Planck dédié au droit de la procédure. Le Luxembourg est révélateur de l'évolution et de l'expansion continues des systèmes juridiques des Etats membres de l'Union européenne grâce à la législation européenne et à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

Le montage du nouvel Institut est le suivant:

- création d'un *Max Planck Institute Luxembourg* par la *Max-Planck-Gesellschaft*;
- contrat entre l'Etat luxembourgeois et le *Max Planck Institute Luxembourg* réglant les droits et devoirs de chacun;
- contrat de coopération entre l'Université du Luxembourg et le *Max Planck Institute Luxembourg* permettant de fortes synergies et un développement non concurrent des activités de chacun dans le domaine juridique.

Quant aux ressources financières de l'Institut, le contrat de coopération entre le Luxembourg et la Société Max Planck prévoit un financement étatique à 100%, ce qui correspond au mode de financement de la plupart des Instituts Max Planck existants. Le contrat a été conclu à durée indéterminée avec une possibilité de résiliation qui prévoit que „(...) sie [die Frist zur ordentlichen Kündigung] ist jedoch in keinem Fall kürzer als der Zeitraum bis zum Eintritt der/des im Zeitpunkt der Kündigung jüngsten Direktorin/Direktors in den Ruhestand (bei Erreichen der Regelaltersgrenze)“. Pour cette raison, l'échéance de trente ans a été inscrite dans le texte de l'article unique du projet de loi.

Le contrat de coopération prévoit à côté du conseil d'administration et du conseil scientifique autonomes, un conseil consultatif dans lequel le Gouvernement et l'Université du Luxembourg peuvent déléguer une personne.

\*

### III. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

#### 1) Avis de la Chambre de Commerce

La Chambre de Commerce a rendu son avis en date du 2 juin 2014. Elle estime que la philosophie sous-jacente à la création du *Max Planck Institute Luxembourg* est louable et que les buts annoncés sont en accord avec ses propositions formulées à de nombreuses reprises. En effet, la Chambre est d'avis que la présence d'un institut de recherche prestigieux sur le sol grand-ducal pourrait induire des retombées importantes pour le Luxembourg, en termes de coopérations internationales ou d'attrait de nouvelles activités de recherche étrangères.

Toutefois, la Chambre de Commerce déplore dans son avis que cinq années séparent la signature de la convention de coopération (2009) et le présent projet de loi. Elle s'interroge sur les raisons sous-jacentes.

S'agissant du financement du *Max Planck Institute Luxembourg*, la Chambre de Commerce remarque qu'il s'agit d'un projet de grande envergure. Tout d'abord, la Chambre se doit de critiquer le manque d'informations détaillées contenues dans le projet de loi. Dans ce contexte, elle fait remarquer par exemple que la fiche financière annexée au projet de loi ne présente que les montants budgétisés entre 2012 et 2014. Au vu de l'importance des montants engagés, la Chambre de Commerce regrette que des prévisions sur une plus longue échéance ne soient pas présentées.

Ensuite, la Chambre de Commerce s'interroge sur le point de départ retenu pour le délai de trente ans ainsi que sur les conditions dans lesquelles le contrat de financement pourra être résilié.

Concernant l'évaluation des résultats du *Max Planck Institute Luxembourg*, la Chambre de Commerce aurait souhaité que l'Institut soit, à l'instar d'autres centres de recherche, évalué, à intervalles à déterminer et qu'en cas de manquement aux devoirs, le financement pourrait être revu, adapté, voire supprimé.

Finalement, la Chambre de Commerce, bien qu'elle salue l'objectif et le principe de la création du *Max Planck Institute Luxembourg*, conclut qu'elle ne peut approuver le projet de loi sous avis.

#### 2) Avis de la Chambre des Salariés

La Chambre des Salariés, dont l'avis a été publié le 3 juin 2014, approuve entièrement le projet de loi sous avis. La thématique du droit procédural européen et international constitue pour elle un choix judicieux qui pourrait permettre un „clustering“ de projets autour d'un programme de recherche en droit qui englobe, et les activités de l'Institut, et celles de l'Université de sorte que le premier contribue au développement de la seconde.

#### 3) Avis de la Chambre des Métiers

Dans son avis du 18 juillet 2014, la Chambre des Métiers salue expressément la création du *Max Planck Institute Luxembourg* qui, selon la Chambre, permettra d'étoffer la recherche fondamentale luxembourgeoise et d'accroître la visibilité du Luxembourg en tant que site de recherche.

\*

#### IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a rendu son avis en date du 11 juillet 2014. Dans son avis, il émet une opposition formelle quant au renouvellement du contrat après trente ans. Selon le Conseil d'Etat, une telle disposition est contraire à l'article 99 de la Constitution. Dans ce contexte, la Haute Corporation soulève également la question de savoir si, au lieu de prévoir un subventionnement pour une durée de trente ans, il n'aurait pas été plus opportun de prévoir cinq termes consécutifs de six ans, étant donné qu'une évaluation globale des travaux et du fonctionnement de l'Institut est prévue tous les six ans.

Le Conseil d'Etat demande également qu'à l'avenir le législateur soit saisi de projets de loi engageant l'Etat pour un montant dépassant le seuil de 40 millions d'euros avant la signature de conventions comportant de tels engagements financiers, ou qu'une clause soit insérée dans ces conventions précisant que les engagements sont convenus sous réserve de l'approbation du législateur.

\*

#### V. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Dans sa version initiale, l'article unique se lit comme suit:

**„Article unique.– Engagement financier de l'Etat envers le Max Planck Institute Foundation Luxembourg, Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)**

L'Etat est autorisé à subventionner, pendant une durée de trente ans renouvelable et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an à la valeur actuelle de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires (775,17 points), le *Max Planck Institute Foundation Luxembourg, Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)*.“

Dans son avis du 11 juillet 2014, le Conseil d'Etat fait valoir que, pour des raisons de forme, l'intitulé de l'article unique est à omettre.

Pour ce qui est du fond, le Conseil d'Etat note que l'Etat s'est engagé financièrement auprès de la *Max Planck Institute Foundation Luxembourg*, qui a le statut juridique d'une fondation de droit luxembourgeois, afin que celle-ci crée et gère le *Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)*, tel que défini dans les statuts de la prédite fondation. Il importe de le préciser au sein de l'article unique.

Les auteurs du projet de loi ont prévu que la durée de trente ans, pendant laquelle la fondation recevra des subventions étatiques d'un maximum de 12 millions d'euros par an, sera renouvelable. Le Conseil d'Etat s'oppose formellement à cette disposition, dans la mesure où elle est contraire à l'article 99 de la Constitution. Si le Parlement compte autoriser, par le présent projet de loi, le Gouvernement à effectuer une dépense de 360 millions d'euros sur une durée de trente ans, il ne pourra cependant pas autoriser un engagement qui soit illimité dans le temps.

Le Conseil d'Etat relève en outre que l'article sous rubrique dispose que le montant à subventionner est sujet à modification selon les variations de l'échelle mobile des salaires. Pour les besoins du calcul de la variation, il s'impose de préciser que la valeur 775,17 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1er janvier 1948, est celle du 1er octobre 2013.

Il convient dès lors de rédiger l'article unique comme suit:

**„Article unique.** L'Etat est autorisé à subventionner *Max Planck Institute Foundation Luxembourg*, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités du *Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)*. Ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1er octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1er janvier 1948.“

La Commission adopte la proposition de texte du Conseil d'Etat. D'un point de vue purement matériel, il convient d'ajouter, dans la première phrase, un article défini entre les mots „autorisé à subventionner“ et „*Max Planck Institute Foundation Luxembourg*“.

\*

**VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE, DES MEDIAS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE**

Au vu des observations qui précèdent, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

**PROJET DE LOI**  
**portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International, European and Regulatory Procedural Law**

**Article unique.** L'Etat est autorisé à subventionner la Max Planck Institute Foundation Luxemburg, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités du Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI). Ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1er octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1er janvier 1948.

Luxembourg, le 6 octobre 2014

*Le Rapporteur,*  
André BAULER

*Le Président,*  
Simone BEISSEL

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6679

## Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 16/10/2014 17:39:41	Président: M. Di Bartolomeo Mars
Scrutin: 4	Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Vote: PL 6679 Financ. Max Planck Inst. Lux.	Secrétaire B: Mme Barra Isabelle
Description: Projet de loi 6679	

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	49	3	0	52
Procuration:	5	0	0	5
Total:	54	3	0	57

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
<b>déi gréng</b>					
M. Adam Claude	Oui		M. Anzia Gérard	Oui	
M. Kox Henri	Oui		Mme Lorsché Josée	Oui	
Mme Loschetter Viviane	Oui		M. Traversini Roberto	Oui	

## CSV

Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Eicher Emile	Oui	
M. Eischen Félix	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Halsdorf Jean-Marie	Oui		Mme Hansen Martine	Oui	
Mme Hetto-Gaasch Françoise	Oui		M. Juncker Jean-Claude	Oui	(Mme Modert Octavie)
M. Kaes Aly	Oui		M. Lies Marc	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		Mme Modert Octavie	Oui	
M. Mosar Laurent	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schank Marco	Oui		M. Spautz Marc	Oui	
M. Wiseler Claude	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

## LSAP

M. Angel Marc	Oui		M. Arndt Fränk	Oui	(Mme Burton Tess)
M. Bodry Alex	Oui		Mme Bofferding Taina	Oui	
Mme Burton Tess	Oui		M. Cruchten Yves	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Franz	Oui	(M. Bodry Alex)
M. Haagen Claude	Oui		Mme Hemmen Cécile	Oui	
M. Negri Roger	Oui				

## DP

M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Berger Eugène	Oui		Mme Brasseur Anne	Oui	
M. Delles Lex	Oui		Mme Elvinger Joëlle	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
M. Krieps Alexander	Oui		M. Mertens Edy	Oui	(Mme Beissel Simone)
Mme Polfer Lydie	Oui	(M. Berger Eugène)			

## ADR

M. Gibéryen Gast	Abst		M. Kartheiser Fernand	Abst	
M. Reding Roy	Abst				

## déi Lénk

M. Turpel Justin	Oui		M. Urbany Serge	Oui	
------------------	-----	--	-----------------	-----	--

Le Président:



Le Secrétaire général:



Date: 16/10/2014 17:39:41  
 Scrutin: 4  
 Vote: PL 6679 Financ. Max Planck  
 Inst. Lux.  
 Description: Projet de loi 6679

Président: M. Di Bartolomeo Mars  
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude  
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	49	3	0	52
Procuration:	5	0	0	5
Total:	54	3	0	57

n'ont pas participé au vote:

Nom du député

Nom du député

CSV

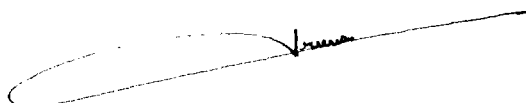
Mme Mergen Martine  
 M. Wilmes Serge

M. Oberweis Marcel

Le Président:



Le Secrétaire général:





6679/07

**N° 6679<sup>7</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2014-2015

---

**PROJET DE LOI**

**portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

\* \* \*

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL  
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(11.11.2014)

*Le Conseil d'Etat,*

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 20 octobre 2014 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI**

**portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International,  
European and Regulatory Procedural Law**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 16 octobre 2014 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 11 juillet 2014;

*se déclare d'accord*

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 11 novembre 2014.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau





**Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace**

**Procès-verbal de la réunion du 06 octobre 2014**

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 29 septembre 2014
2. 6679 Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law  
- Rapporteur : Monsieur André Bauler  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. Divers

\*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, Mme Martine Hansen, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Gilles Roth remplaçant Mme Octavie Modert, M. Serge Wilmes

M. Marc Hansen, Secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Pierre Decker, M. Léon Diederich, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Octavie Modert, M. Roy Reding

\*

Présidence : Mme Simone Beissel, Président de la Commission

\*

**1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 29 septembre 2014**

Le projet de procès-verbal susmentionné est adopté.

**2. 6679 Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxemburg for International, European and Regulatory Procedural Law  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport**

M. le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport tel qu'il a été diffusé par courrier électronique le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Le projet de rapport ne donne lieu à aucune observation de la part des membres de la Commission.

Soumis au vote, le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

Pour ce qui est du temps de parole lors de la séance publique, la Commission propose le modèle de base.

La Commission estime qu'il serait utile que le présent projet de loi, de même que le projet de loi 6527 (centres de recherche publics), dont le rapport a été adopté le 29 septembre 2014, puissent être votés au cours des séances publiques de la semaine prochaine (semaine du 13 octobre 2014).

**3. Divers**

Le **calendrier prévisionnel** des prochaines réunions de la Commission se présente comme suit<sup>1</sup> :

- La Commission ne se réunira pas le lundi 13 octobre 2014, en raison de l'interférence avec la journée parlementaire du groupe politique « déi gréng ».
- Le lundi 20 octobre 2014, à 10.30 heures, M. le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias présentera le projet « Digital Lëtzebuerg ».
- Selon les prévisions, la Commission ne se réunira pas le lundi 3 novembre 2014, tandis que, sous réserve de l'accord de la Conférence des Présidents, le lundi 10 novembre 2014, à 10.30 heures, aura lieu une réunion jointe avec la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports, qui sera consacrée à la proposition de loi 6586 portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services ; 2. modification du Code pénal ; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique ADR du 2 juillet 2014).

---

<sup>1</sup> Etat au 6 octobre 2014.

Luxembourg, le 6 octobre 2014

Le Secrétaire-administrateur,  
Christiane Huberty

Le Président,  
Simone Beissel







## **Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace**

### **Procès-verbal de la réunion du 29 septembre 2014**

#### Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 30 juin et 3 juillet 2014 et des réunions jointes des 6 et 19 juin, 2, 3 et 16 juillet 2014
2. 6527 Projet de loi
  1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics ;
  2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
  3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public ; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public ;
  4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques auprès du Ministre d'Etat
  - Rapporteur : Monsieur Roger Negri
  - Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6679 Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
  - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
4. Divers

\*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, Mme Taina Bofferding, Mme Tess Burton, M. Lex Delles remplaçant M. Eugène Berger, Mme Martine Hansen, Mme Octavie Modert, M. Roger Negri, M. Roy Reding, M. Gilles Roth remplaçant M. Marcel Oberweis, M. Serge Wilmes  
M. Justin Turpel, observateur

M. Marc Hansen, Secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Pierre Decker, M. Léon Diederich, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Eugène Berger, M. Marcel Oberweis

\*

Présidence : Mme Simone Beissel, Président de la Commission

\*

**1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 30 juin et 3 juillet 2014 et des réunions jointes des 6 et 19 juin, 2, 3 et 16 juillet 2014**

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont adoptés.

- 2. 6527 Projet de loi**  
**1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics ;**  
**2. modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;**  
**3. abrogeant la loi modifiée du 9 mars 1987 ayant pour objet 1. l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public ; 2. le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public ;**  
**4. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques auprès du Ministre d'Etat**

**a) Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat**

La Commission procède à l'examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi sous rubrique. Cet avis a été émis le 11 juillet 2014 suite à l'introduction d'une série d'amendements parlementaires en date du 24 avril 2014.

Le Conseil d'Etat constate que les 31 amendements proposés par la Commission tiennent compte de la très grande majorité des observations et formulations qu'il avait proposées dans son avis initial, si bien qu'il n'a plus d'observations à formuler au sujet de la série d'amendements parlementaires.

**b) Présentation et adoption d'un projet de rapport**

M. le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport tel qu'il a été diffusé par courrier électronique le 23 septembre 2014.

## *Echange de vues*

- Comme le projet de loi prévoit entre autres la création d'un nouveau centre de recherche public dénommé « Luxembourg Institute of Science and Technology » (en abrégé : LIST) qui regroupera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les activités des actuels CRP Gabriel Lippmann et Henri Tudor, M. le Rapporteur estime qu'il sera utile de suivre, au-delà de cette date, la mise en œuvre du regroupement et l'évolution du nouvel ensemble.

Mme le Président se rallie à cette recommandation et propose de dresser un premier état des lieux environ six à neuf mois après la fusion.

- Suite à une question afférente, il est exposé que le directeur financier et le directeur des ressources humaines du LIST viennent d'être engagés. La procédure de recrutement internationale du directeur général est sur le point d'être finalisée, de sorte que le calendrier de la fusion peut être respecté.

- Concernant la question de savoir s'il a été tenu compte de la demande de la Chambre des Salariés visant à prévoir la présence d'un membre ou du président de la délégation du personnel au sein du conseil d'administration des centres de recherche publics, il est précisé qu'en vertu de l'article 7, paragraphe 14, le président de la délégation du personnel assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative.

Soumis au vote, le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents.

Pour ce qui est du temps de parole lors de la séance publique, la Commission propose le modèle 1, tout en recommandant d'accorder 20 minutes au rapporteur.

### **3. 6679    Projet de loi portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law**

#### *a) Désignation d'un rapporteur*

La Commission désigne M. André Bauler comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

#### *b) Présentation du projet de loi*

M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche présente le projet de loi qui a pour objet d'autoriser le financement des activités du *Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law*. Pour une présentation détaillée, il est renvoyé au document parlementaire afférent (doc. parl. 6679-0).

Retenons succinctement que le 20 mai 2009, le Luxembourg a signé une convention de coopération avec la *Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften e.V.* en vue de la création d'un *Max Planck Institute Luxembourg* dans le domaine du droit procédural. L'accord de coopération est complété par un contrat de financement signé respectivement le 30 mai 2012 et le 7 juin 2012.

Le contrat de coopération prévoit un financement étatique à 100%. Il a été conclu à durée indéterminée. En cas de résiliation, cette dernière ne peut se faire avant le départ à la retraite du plus jeune des trois directeurs que compte l'Institut.

Comme la subvention est accordée annuellement, il s'est montré que, dans les années à venir, les montants alloués dépasseront le seuil des 40 millions d'euros à partir duquel une base légale est demandée suivant l'article 80, paragraphe 1<sup>er</sup>, point d) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Selon les dispositions de cet article, « tout autre engagement financier » dont le montant dépasse la somme de 40 millions d'euros doit être autorisé par la loi.

Le présent projet de loi vise donc à régulariser l'octroi de la subvention en question. Compte tenu de la clause de résiliation susmentionnée prévue dans le contrat de coopération, l'échéance de trente ans a été inscrite dans le texte de l'article unique du projet de loi.

### c) Examen de l'avis du Conseil d'Etat

La Commission procède à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat datant du 11 juillet 2014.

Dans son avis, la Haute Corporation émet une opposition formelle quant au renouvellement du contrat après trente ans. Selon le Conseil d'Etat, une telle disposition est contraire à l'article 99 de la Constitution. Dans ce contexte, la Haute Corporation soulève également la question de savoir si, au lieu de prévoir un subventionnement pour une durée de trente ans, il n'aurait pas été plus opportun de prévoir cinq termes consécutifs de six ans, étant donné qu'une évaluation globale des travaux et du fonctionnement de l'Institut est prévue tous les six ans.

Le Conseil d'Etat demande en outre qu'à l'avenir le législateur soit saisi de projets de loi engageant l'Etat pour un montant dépassant le seuil de 40 millions d'euros avant la signature de conventions comportant de tels engagements financiers, ou qu'une clause soit insérée dans ces conventions précisant que les engagements sont convenus sous réserve de l'approbation du législateur.

Concernant l'article unique, le Conseil d'Etat fait valoir que, pour des raisons de forme, l'intitulé de l'article est à omettre.

Pour ce qui est du fond, le Conseil d'Etat note que l'Etat s'est engagé financièrement auprès de la *Max Planck Institute Foundation Luxemburg*, qui a le statut juridique d'une fondation de droit luxembourgeois, afin que celle-ci crée et gère le *Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI)*, tel que défini dans les statuts de la prédite fondation. Il importe de le préciser au sein de l'article unique.

Les auteurs du projet de loi ont prévu que la durée de trente ans, pendant laquelle la fondation recevra des subventions étatiques d'un maximum de 12 millions d'euros par an, sera renouvelable. Comme signalé ci-dessus, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à cette disposition, dans la mesure où elle est contraire à l'article 99 de la Constitution. Si le Parlement compte autoriser, par le présent projet de loi, le Gouvernement à effectuer une dépense de 360 millions sur une durée de trente ans, il ne pourra cependant pas autoriser un engagement qui soit illimité dans le temps.

Le Conseil d'Etat relève en outre que l'article unique dispose que le montant de la subvention est sujet à modification selon les variations de l'échelle mobile des salaires. Pour les besoins du calcul de la variation, il s'impose de préciser que la valeur 775,17 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948, est celle du 1<sup>er</sup> octobre 2013.

En vertu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article unique comme suit :

« **Article unique.** L'Etat est autorisé à subventionner Max Planck Institute Foundation Luxembourg, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités du Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI). Ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1<sup>er</sup> octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948. »

#### *Echange de vues*

- Il est relevé que, indépendamment du seuil de 40 millions d'euros inscrit dans l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, l'article 99 de la Constitution dispose qu'« [a]ucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale ». En ce sens, il est d'autant plus nécessaire de légiférer dans le cas en présence.

- Dans le même ordre d'idées, Mme la Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire constate que le présent projet de loi répond à une demande réitérée de ladite Commission, qui a déjà exigé pendant plusieurs années de régulariser l'octroi de la subvention en question. En effet, jusqu'à présent, la Direction du Contrôle financier a émis un visa lors du paiement de la subvention, ce qui a donné lieu, à chaque fois, à un passer-outre.

- Il est encore attiré l'attention sur le fait que, comme le montant de la subvention est sujet à modification selon les variations de l'échelle mobile des salaires, le montant qui sera en fin de compte accordé à la *Max Planck Institute Foundation Luxembourg* pendant la durée prévue de trente ans, montant pouvant s'élever jusqu'à douze millions d'euros par an (valeur 775,17 au 1<sup>er</sup> octobre 2013), est susceptible d'être supérieur à 360 millions d'euros.

Suite à cet échange de vues, la Commission adopte la proposition de texte du Conseil d'Etat. D'un point de vue purement matériel, il convient d'ajouter, dans la première phrase, un article entre les mots « autorisé à subventionner » et « Max Planck Institute Foundation Luxembourg ».

M. le Rapporteur est chargé de finaliser son projet de rapport pour la prochaine réunion de la Commission, qui aura lieu le lundi 6 octobre 2014, à 10.30 heures.

#### **4. Divers**

- Mme le Président prend acte des **demandes de mise à l'ordre du jour respectives du groupe politique CSV et de la sensibilité politique « déi Lénk »** introduites le 19 septembre 2014. Ces demandes visent toutes les deux à organiser prochainement un **échange de vues avec le futur recteur de l'Université du Luxembourg**, M. Rainer Klump, au sujet des nouvelles priorités et stratégies de cet établissement (cf. demandes reprises aux annexes 1 et 2 du présent procès-verbal).

L'oratrice se déclare en principe d'accord pour prévoir une entrevue avec le nouveau recteur. Considérant toutefois que M. Rainer Klump n'entrera en fonction que le 1<sup>er</sup> janvier 2015, elle propose de l'accueillir en février-mars 2015, une fois qu'il aura eu l'occasion de développer et de peaufiner ses visions pour l'Université.

Le représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » estime qu'il serait utile de procéder en deux étapes : l'on pourrait parfaitement prévoir dès à présent un premier échange de vues

qui porterait sur les déclarations faites par M. Rainer Klump lors de la conférence de presse du 18 septembre 2014, et tout particulièrement sur ses idées concernant le développement d'une nouvelle stratégie de financement de l'Université, quitte à organiser par la suite, au cours de la première moitié de 2015, une deuxième entrevue, lors de laquelle le nouveau recteur pourrait faire le point sur ses premières expériences et préciser davantage sa stratégie.

La représentante du groupe politique CSV se rallie à cette proposition, qui, selon l'oratrice, permettrait aux membres de préparer, par le biais de la première prise de contact, un deuxième débat plus approfondi, à organiser une fois que le nouveau recteur sera installé dans sa fonction.

Mme le Président s'interroge sur la plus-value d'une approche en deux étapes et juge préférable de prévoir d'office un débat fouillé au printemps 2015.

M. le Secrétaire d'Etat précise qu'en termes de moyens financiers, c'est le contrat d'établissement conclu avec l'Université du Luxembourg qui fixe les grandes lignes budgétaires. Le contrat portant sur la période de 2014 à 2017, de même que les contrats de performance 2014-2017 des centres de recherche publics et du CEPS, ont été présentés à la Commission le 24 mars 2014. Le contrat d'établissement de l'Université prévoit une dotation annuelle d'environ 145 millions d'euros pour les années 2015 à 2017, étant entendu qu'en vertu de la clause de révision à mi-parcours, les montants retenus pour 2016 et 2017 pourront éventuellement être revus à la hausse, en fonction des résultats de 2014-2015 et des nouveaux objectifs fixés.

S'agissant du futur recteur de l'Université, la conférence de presse du 18 septembre 2014 avait essentiellement pour but de présenter M. Rainer Klump au public. M. le Secrétaire d'Etat est d'avis qu'il faut lui permettre de s'installer pleinement dans sa nouvelle fonction et de préciser ses idées avec son équipe, avant de procéder à un échange de vues fondé en Commission parlementaire.

A préciser que la cérémonie d'adieu pour l'actuel recteur, M. Rolf Tarrach, aura lieu le 12 décembre 2014.

Les représentants des groupes politiques LSAP et « déi gréng » se rallient à cette position. Ils donnent par ailleurs à penser qu'il serait plutôt malencontreux vis-à-vis de l'actuel recteur, qui est encore en fonction jusqu'à la fin de l'année, de procéder dès à présent à un échange de vues avec son successeur.

Plusieurs membres du groupe politique CSV font valoir qu'il n'existe aucune raison pour retarder la première entrevue. Même si M. Rainer Klump n'est pas encore en fonction, il semble évident qu'il a néanmoins déjà développé un certain nombre d'idées et d'objectifs concernant l'évolution future de l'Université. Il serait par ailleurs intéressant d'organiser par la suite, à un rythme annuel voire semestriel, des échanges réguliers avec le recteur, ce qui permettrait de faire à chaque fois le point sur la mise en pratique de son programme.

Les intervenants soulignent en outre que, comme il ressort des précisions évoquées ci-dessus, le recteur est appelé à gérer un budget considérable. Dans cette optique, il leur semble parfaitement justifié que la Commission parlementaire souhaite prendre connaissance de ses idées dès avant son entrée en fonction officielle.

En réaction, il est rappelé que l'Université du Luxembourg jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. L'on peut ainsi se demander si, *stricto sensu*, le recteur, qui a été recruté par cet établissement moyennant une procédure internationale, a des comptes à rendre à la Chambre des Députés, d'autant que les grandes lignes de l'orientation budgétaire de l'Université sont fixées dans les contrats d'établissement susmentionnés.

Suite à une intervention du représentant de la sensibilité politique « déi Lénk » qui fait valoir que l'annonce du futur recteur de vouloir réagir aux restrictions budgétaires de l'Etat par une

mobilisation renforcée de ressources mises à disposition par des sociétés privées n'est pas sans remettre en cause l'indépendance de l'Université, M. le Secrétaire d'Etat précise que le recours au financement tiers fait partie intégrante des indicateurs financiers retenus dans le contrat d'établissement. En ce sens, il ne s'agit guère d'une innovation préconisée par le futur recteur.

Soumise au vote, la proposition de Mme le Président de n'accueillir M. Rainer Klump qu'une fois qu'il sera pleinement installé dans sa nouvelle fonction est adoptée par les membres présents avec 7 voix pour (représentants des groupes politiques DP, LSAP et « déi gréng ») et 5 voix contre (représentants du groupe politique CSV et de la sensibilité politique ADR).

- Mme le Président prend note d'une **demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique ADR**, datant du 2 juillet 2014 et visant à prévoir un **échange de vues avec des représentants du Conseil de Presse** au sujet de la proposition de loi 6586 portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services ; 2. modification du Code pénal ; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (cf. annexe 3).

L'oratrice estime qu'une telle entrevue pourra avoir lieu en temps utile.

- Le **calendrier prévisionnel** des prochaines réunions de la Commission se présente comme suit :

- Comme retenu ci-dessus, le lundi 6 octobre 2014, à 10.30 heures, la Commission se verra présenter un projet de rapport concernant le projet de loi 6679 (*Max Planck Institute Luxemburg*).
- La Commission ne se réunira pas le lundi 13 octobre, en raison de l'interférence avec la journée parlementaire du groupe politique « déi gréng ».
- Le lundi 20 octobre 2014, à 10.30 heures, M. le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias présentera le projet « Digital Lëtzebuerg ».

- M. le Secrétaire d'Etat annonce que les **premières assises de la recherche**, prévues par le programme gouvernemental, auront lieu le samedi 13 décembre 2014, à Belval. Une invitation officielle suivra en temps utile.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014

Le Secrétaire-administrateur,  
Christiane Huberty

Le Président,  
Simone Beissel

#### Annexes :

1. Demande de mise à l'ordre du jour du groupe politique CSV du 19 septembre 2014
2. Demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique « déi Lénk » du 19 septembre 2014
3. Demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique ADR du 2 juillet 2014

+352225922



FRAKTION

Transmis en copie pour information  
 - aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace  
 - à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
 - à Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement  
 - aux Membres de la Conférence des Présidents  
 Luxembourg, le 19 septembre 2014  
 Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
 Président de la Chambre des Députés  
 Luxembourg

Luxembourg, le 19 septembre 2014

Monsieur le Président,

Par la présente, nous aimerions vous informer que notre groupe politique souhaiterait voir mettre à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace les nouvelles priorités et stratégies de l'Université du Luxembourg telles que annoncées le 18 septembre 2014 par le futur recteur, Monsieur Rainer Klump.

Ce point devrait être discuté en présence du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du futur recteur de l'Université du Luxembourg, M. Klump.

Nous vous saurions gré de bien vouloir transmettre la présente missive à Madame la Présidente de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Claude Wiseler  
 Président adjoint du groupe

Octavie Modert  
 Députée



Luxembourg, le 19 septembre 2014

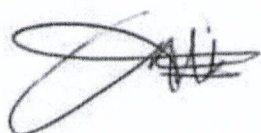
**Objet: Demande de mise à l'ordre du jour de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace d'un échange de vues avec le nouveau recteur de l'Université du Luxembourg concernant la nouvelle stratégie de financement de l'université**

Monsieur le Président,

Lors d'une conférence de presse et selon les informations relatées, le nouveau recteur de l'Université du Luxembourg, le Dr. Rainer Klump, annonça son intention de réagir aux restrictions budgétaires de l'Etat par une mobilisation renforcée de ressources mises à disposition par des sociétés privés, ce qui, à notre avis, n'est pas sans mettre en cause l'indépendance et la vulnérabilité de l'université. Dans ce contexte, nous vous prions de demander à Madame la Présidente de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de bien vouloir mettre à l'ordre du jour de cette commission un point concernant la nouvelle stratégie de financement de l'université et d'y inviter Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que le nouveau recteur Dr. Rainer Klump.

Tout en vous remerciant d'avance, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments respectueux.

Pour le groupe parlementaire 'déi Lénk',



Justin Turpel,  
Député

Transmis en copie pour information  
- aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace  
- à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
- à Monsieur le Ministre aux Relations avec le Parlement  
- aux Membres de la Conférence des Présidents  
Luxembourg, le 22 septembre 2014  
Pour le Secrétaire général de la Chambre des Députés,



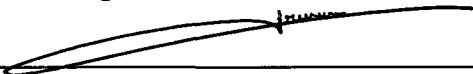
**Groupe parlementaire ADR : Demande de mise à l'ordre du jour de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de la proposition de loi n°6586**

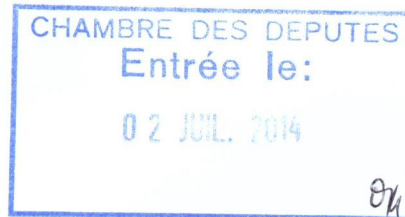
**Transmis en copie pour information**

- aux Membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace**
- à M. le Ministre des Communications et des Médias**
- à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement**
- aux Membres de la Conférence des Présidents**

**Luxembourg, le 2 juillet 2014.**

**Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,**





Monsieur Mars di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
19, rue du Marché aux Herbes  
L-1728 Luxembourg

Luxembourg, le 2 juillet 2014

Monsieur le Président,

Par la présente, les soussignés vous prient de bien vouloir faire mettre à l'ordre du jour de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace la Proposition de loi 6586 portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant: 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en oeuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance.

Cette proposition de loi porte principalement sur le principe de la liberté de la presse et des médias et doit donc être examinée par la Commission des Médias. Il serait utile d'entendre à cette occasion des représentants du Conseil de Presse. Au-delà du contexte ponctuel de la proposition de loi 6586, la Commission des Médias pourrait préparer, en commission ou en vue d'un débat d'orientation en séance plénière, une discussion plus large sur la liberté de la presse au Grand-Duché de Luxembourg.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération très distinguée.

Fernand Kartheiser  
Député

Gast Gibéryen,  
Député

6679

**MEMORIAL**  
Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



**MEMORIAL**  
Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

---

**RECUEIL DE LEGISLATION**

---

A — N° 232

18 décembre 2014

---

**S o m m a i r e**

Règlement grand-ducal du 9 mai 2014 portant approbation de l'avenant 3 au contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 février 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., Lux-Airport . . . . .	page 4474
Loi du 25 novembre 2014 portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law . . . . .	4475
Règlement grand-ducal du 5 décembre 2014 portant fixation des dérogations pour opérations spéciales concernant les activités d'intérêt public dans le cadre de l'application du règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la Commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes au niveau européen (règlement européen SERA) . . . . .	4475
Règlement grand-ducal du 12 décembre 2014 concernant l'acidification des moûts de raisins et des vins provenant de la récolte 2014 . . . . .	4476
Règlement grand-ducal du 12 décembre 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie . . . . .	4476
Règlement grand-ducal du 15 décembre 2014 portant fixation des coefficients adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 devant servir de base de calcul des indemnités pour dommages de guerre corporels, aux rémunérations payées depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 1944 . . . . .	4477
Règlements communaux . . . . .	4478
Règlement E14/49/ILR du 10 décembre 2014 portant fixation provisoire des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité gérés par Creos Luxembourg S.A., la Ville d'Ettelbruck, la Ville de Diekirch et Hoffmann Frères S.à.r.l. et Cie S.e.c.s. – Secteur Electricité. . . . .	4479

**Règlement grand-ducal du 9 mai 2014 portant approbation de l'avenant 3 au contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 février 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., Lux-Airport.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 14 avril 2003

- 1) portant approbation du contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 février 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., lux-Airport;
- 2) arrêtant le relevé des propriétés domaniales formant l'enceinte de l'Aéroport de Luxembourg;

L'avis de la Chambre de Commerce ayant été demandé;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Est approuvé l'avenant 3 au contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg signé le 15 février 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., lux-Airport.

L'avenant 3 au contrat figure en annexe du présent règlement grand-ducal pour en faire partie intégrante.

**Art. 2.** Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Développement  
durable et des Infrastructures,*  
**François Bausch**

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramegna**

Château de Berg, le 9 mai 2014.  
**Henri**

Annexe

**Avenant n° 3 au contrat sur le développement, la mise en valeur et l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg, signé le 15 février 2003 entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., lux-Airport.**

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur Pierre GRAMEGNA, Ministre des Finances, et Monsieur François BAUSCH, Ministre du Développement durable et des Infrastructures,

ci-après «l'Etat»

d'une part

et

la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A., représentée par Monsieur Tom WEISGERBER, Président du Conseil d'administration, et Monsieur Johan VANNESTE, Directeur général,

ci-après «lux-Airport»

d'autre part

Il a été convenu ce qui suit:

**Article unique.** Au chapitre II intitulé «La gestion immobilière de l'Aéroport de Luxembourg», les termes de «pour une durée de 25 ans» sont supprimés à l'article 5 alinéa 2.

Fait en 3 exemplaires à Luxembourg, le 12 mai 2014.

*Pour l'Etat du Grand Duché de Luxembourg,*  
*le Ministre du Développement durable  
et des Infrastructures,*  
**François Bausch**

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramegna**

*Pour la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A.,  
le Président du Conseil  
d'Administration,*  
**Tom Weisgerber**

*le Directeur général,*  
**Johan Vanneste**

**Loi du 25 novembre 2014 portant financement du Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,  
Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 16 octobre 2014 et celle du Conseil d'État du 11 novembre 2014 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** L'Etat est autorisé à subventionner la Max Planck Institute Foundation Luxembourg, pendant une durée de trente ans et jusqu'à concurrence de douze millions d'euros par an, pour les besoins des activités du Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law (MPI). Ce montant correspond à la valeur 775,17 au 1<sup>er</sup> octobre 2013 de l'indice des prix à la consommation rapporté à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche,*  
**Claude Meisch**

Palais de Luxembourg, le 25 novembre 2014.  
**Henri**

Doc. parl. 6679; sess. extraord. 2013-2014 et sess. ord. 2014-2015.

**Règlement grand-ducal du 5 décembre 2014 portant fixation des dérogations pour opérations spéciales concernant les activités d'intérêt public dans le cadre de l'application du règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la Commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes au niveau européen (règlement européen SERA).**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 923/2012 de la Commission du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes et des dispositions opérationnelles relatives aux services et procédures de navigation aérienne et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 1035/2011, ainsi que les règlements (CE) n° 1265/2007, (CE) n° 1794/2006, (CE) n° 730/2006, (CE) n° 1033/2006 et (UE) n° 255/2010 et notamment son article 4;

Vu la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

Vu la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg; b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et, c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 13 mars 1993 refixant les règles de l'air et les dispositions auxquelles est soumise la circulation aérienne;

Vu le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 relatif à l'organisation et aux procédures d'utilisation de l'espace aérien luxembourgeois;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>. SERA 5001: Minimums VMC de visibilité et de distance par rapport aux nuages**

Pour les espaces aériens de classe F et G, à ou en dessous du plus élevé des deux niveaux suivants:

- 900 mètres AMSL (3.000 feet) ou
- 300 mètres AGL (1.000 feet),

la Direction de l'Aviation Civile (DAC), autorité compétente, prescrit:

- a) des visibilités en vol réduites, au plus, à 1.500 mètres pour des vols effectués:
  - 1) à des vitesses de 140 kts IAS, ou moins, pour laisser la possibilité de voir tout autre aéronef ou tout obstacle à temps afin d'éviter une collision; ou
  - 2) dans des circonstances où la probabilité de rencontrer d'autres aéronefs serait normalement faible, par exemple dans des zones à faible densité de circulation ainsi que pour des travaux aériens à basse altitude.
- b) les hélicoptères sont autorisés à voler avec une visibilité en vol inférieure à 1.500 mètres mais supérieure à 800 mètres s'ils volent à une vitesse qui permet de voir tout autre aéronef ou tout obstacle à temps permettant d'éviter une collision. Les visibilités en vol inférieures à 800 mètres peuvent être autorisées dans des cas particuliers tels que les vols médicaux, les opérations de recherche et de sauvetage ainsi que les vols de lutte contre les incendies.

**Art. 2. SERA 5010: Vols VFR spéciaux en zones de contrôle**

Dans des cas particuliers tels que définis dans l'article 4 du règlement européen SERA 923/2012, le contrôle de la circulation aérienne pourra de jour comme de nuit déroger pour les hélicoptères à la notion de plafond minimum telle qu'elle a été définie dans le règlement européen SERA sous SERA.5010 point b) numéro 3).

**Art. 3. SERA 8005: Fonctionnement du service de contrôle de la circulation aérienne**

Lorsque le pilote d'un aéronef le demande et que le pilote de l'autre aéronef l'approuve, la DAC prescrit dans les cas énumérés dans le règlement européen SERA sous SERA 8005 point b) dans un espace aérien de classe D ou E, qu'un vol peut obtenir une autorisation sous réserve qu'il maintienne sa propre séparation dans une partie spécifique du vol en dessous de 3.050 mètres (10.000 feet) pendant la phase de montée ou de descente, de jour et dans les conditions météorologiques de vol à vue.

**Art. 4. Disposition exécutoire**

Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Développement  
durable et des Infrastructures,*  
**François Bausch**

Palais de Luxembourg, le 5 décembre 2014.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 12 décembre 2014 concernant l'acidification des moûts de raisins et des vins provenant de la récolte 2014.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole;

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 606/2009 de la Commission du 10 juillet 2009 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les catégories de produits de la vigne, les pratiques œnologiques et les restrictions qui s'y appliquent;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'acidification des raisins frais, du moût de raisins, du moût de raisins partiellement fermenté, du vin nouveau encore en fermentation et du vin provenant de la récolte 2014 est autorisée dans les limites et conditions visées à l'annexe VIII, points C. et D., du règlement (UE) n° 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture et de la  
Protection des consommateurs,*  
**Fernand Etgen**

Château de Berg, le 12 décembre 2014.  
**Henri**

**Règlement grand-ducal du 12 décembre 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 65 du Code de la sécurité sociale;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

L'avis de la Direction de la santé ayant été demandé;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Sécurité sociale et de Notre Ministre de la Santé, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**I. Modifications concernant la possibilité de mise en compte de l'acte E20 par le médecin spécialiste en oncologie médicale**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 portant nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie est modifié conformément aux dispositions suivantes:



Le point 1 de la section 4 du chapitre 6 de la première partie «Actes généraux» du tableau des actes et services des médecins prend la teneur suivante:

	Code	Coeff.
«1) Consultation effectuée par les médecins généralistes, les médecins spécialistes en gériatrie, les médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique, en médecine interne ou en oncologie médicale dans le cadre du programme de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie: communication du résultat de la mammographie, anamnèse et examen clinique, évaluation du risque de cancer du sein et conseils spécifiques	E20	10,32»

## II. Modifications concernant la demande d'introduction d'un forfait par demi-journée pour un adolescent présent au centre de jour du service national de psychiatrie juvénile (code J2)

**Art. 2.** Le chapitre 8 «Forfaits médicaux pour suivi dans un centre de jour» de la première partie «Actes généraux» du tableau des actes et services est modifié comme suit:

- a) Au point 1) du chapitre 8 de la première partie du tableau des actes et services, le mot «national» est inséré à la suite des termes «centre de jour du service».
- b) A la suite du point 1) du chapitre 8 de la première partie du tableau des actes et services, il est inséré un nouveau point 2) libellé comme suit:

	Code	Coeff.
«2) Forfait par demi-journée pour un enfant présent au centre de jour du service national de psychiatrie juvénile	J2	12,28».

- c) Les points 2), 3) et 4) actuels deviennent les points 3), 4) et 5) nouveaux.
- d) La remarque 1) est modifiée et prend la teneur suivante:  
«La position J1 est réservée au médecin spécialiste en psychiatrie infantile intervenant au centre de jour du service national de psychiatrie infantile.»
- e) A la suite de la remarque 1), il est inséré une remarque 2) prenant la teneur suivante:  
«2) La position J2 est réservée au médecin spécialiste en psychiatrie infantile intervenant au centre de jour du service national de psychiatrie juvénile.»
- f) Les remarques aux points 2), 3) et 4) actuels deviennent les remarques aux points 3), 4) et 5) nouveaux.  
La période de validation provisoire est de deux ans; le délai de révision obligatoire est de cinq ans.

**Art. 3.** Le présent règlement grand-ducal entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Sécurité sociale et Notre Ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Sécurité sociale,*  
**Romain Schneider**

Château de Berg le 12 décembre 2014.  
**Henri**

*La Ministre de la Santé,*  
**Lydia Mutsch**

## Règlement grand-ducal du 15 décembre 2014 portant fixation des coefficients adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 devant servir de base de calcul des indemnités pour dommages de guerre corporels, aux rémunérations payées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1944.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 48B et 49 a) de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre;

Vu l'article 8 de l'arrêté grand-ducal du 24 avril 1954 pris en exécution des articles 48B et 49 a) de la loi modifiée du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre, établissant les modalités de fixation et de calcul du traitement, salaire ou revenu devant servir de base au calcul des indemnités pour dommages corporels et fixant les coefficients d'adaptation du traitement, salaire ou revenu;

Vu l'article 2 (1) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Sécurité sociale et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les coefficients adaptant le salaire, traitement ou revenu moyen des années 1937, 1938 et 1939 aux rémunérations payées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1944 sont fixés pour l'exercice 2015 comme suit:

Groupe I	73,9
Groupe II	73,9
Groupe III	73,9.

**Art. 2.** Notre Ministre de la Sécurité sociale et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Sécurité sociale,*  
**Romain Schneider**

Palais de Luxembourg, le 15 décembre 2014.  
**Henri**

*Le Ministre des Finances,*  
**Pierre Gramegna**

### **Règlements communaux.**

**B e t t e n d o r f.**- Plan d'aménagement particulier au lieu-dit «36, rue Principale, rue de l'Eau» à Gilsdorf présenté par les autorités communales de Bettendorf.

En sa séance du 28 mai 2014 le conseil communal de Bettendorf a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement particulier au lieu-dit «36, rue Principale, rue de l'Eau» à Gilsdorf présenté par les autorités communales de Bettendorf.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 6 octobre 2014 et a été publiée en due forme.

**C o n s d o r f.**-Modification du plan d'aménagement général de Consdorf aux lieux-dits «Rue Buurgknapp» et «Rue d'Altrier» à Consdorf et Colbette présentée par les autorités communales de Consdorf.

En sa séance du 19 juillet 2004 le conseil communal de Consdorf a pris une délibération portant adoption d'une modification du plan d'aménagement général de Consdorf aux lieux-dits «Rue Buurgknapp» et «Rue d'Altrier» à Consdorf et Colbette présenté par les autorités communales de Consdorf.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 6 août 2014 et a été publiée en due forme.

**C o n t e r n.**- Modification ponctuelle du plan d'aménagement général de Contern quant à l'élaboration des plans d'aménagements particulier «quartiers existants» sur le territoire de la commune de Contern présentée par les autorités communales de Contern.

En sa séance du 24 juin 2014 le conseil communal de Contern a pris une délibération portant adoption d'une modification ponctuelle du plan d'aménagement général de Contern quant à l'élaboration des plans d'aménagement particuliers «quartiers existants» sur le territoire de la commune de Contern présentée par les autorités communales de Contern.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 3 octobre 2014 et a été publiée en due forme.

**E s c h - s u r - A l z e t t e.**- Plan d'aménagement particulier au lieu-dit «Rue de Luxembourg» présenté par les autorités communales d'Esch-sur-Alzette.

En sa séance du 4 avril 2004 le conseil communal d'Esch-sur-Alzette a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement particulier au lieu-dit «Rue de Luxembourg» présenté par les autorités communales d'Esch-sur-Alzette.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 4 juillet 2014 et a été publiée en due forme.

**L a c d e l a H a u t e - S û r e.**- Projet d'aménagement général du Lac de la Haute-Sûre présenté par les autorités communales du Lac de la Haute-Sûre.

En sa séance du 19 mars 2014 le conseil communal du Lac de la Haute-Sûre a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement général du Lac de la Haute-Sûre présenté par les autorités communales du Lac de la Haute-Sûre.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 14 août 2014 et a été publiée en due forme.

**M e r s c h.**- Plan d'aménagement particulier au lieu-dit «Lohrberg» à Mersch présenté par les autorités communales de Mersch.

En sa séance du 16 juillet 2014 le conseil communal de Mersch a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement particulier au lieu-dit «Lohrbiertg» à Mersch présenté par les autorités communales de Mersch.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 6 octobre 2014 et a été publiée en due forme.

**N i e d e r a n v e n.**- Plan d'aménagement particulier au lieu-dit «Rue Wiltheim» à Senningen présenté par les autorités communales de Niederanven.

En sa séance du 17 juin 2014 le conseil communal de Niederanven a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement particulier au lieu-dit «Rue Wiltheim» à Senningen présenté par les autorités communales de Niederanven.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 15 septembre 2014 et a été publiée en due forme.

**R o s p o r t.**- Plan d'aménagement particulier au lieu-dit «Ennerem Duerf» à Steinheim présenté par les autorités communales de Rosport.

En sa séance du 10 juillet 2014 le conseil communal de Rosport a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement particulier au lieu-dit «Ennerem Duerf» à Steinheim présenté par les autorités communales de Rosport.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 23 octobre 2014 et a été publiée en due forme.

**R u m e l a n g e.**- Plan d'aménagement particulier aux lieux-dits «Rue des Martyrs», «Rue Nic Pleschette» et «Rue Henri Lück» à Rumelange présenté par les autorités communales de Rumelange.

En sa séance du 10 septembre 2014 le conseil communal de Rumelange a pris une délibération portant adoption du projet d'aménagement particulier aux lieux-dits «Rue des Martyrs», «Rue Nic Pleschette» et «Rue Henri Lück» à Rumelange présenté par les autorités communales de Rumelange.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 23 octobre 2014 et a été publiée en due forme.

**S c h i f f l a n g e.**- Modification ponctuelle du plan d'aménagement général de Schifflange au lieu-dit «Rue C.M. Spoo» à Schifflange présentée par les autorités communales de Schifflange.

En sa séance du 18 juin 2014 le conseil communal de Schifflange a pris une délibération portant adoption du projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général de Schifflange, au lieu-dit «Rue C.M. Spoo» à Schifflange présenté par les autorités communales de Schifflange.

Ladite délibération a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 1<sup>er</sup> octobre 2014 et a été publiée en due forme.

### Institut Luxembourgeois de Régulation

#### Règlement E14/49/ILR du 10 décembre 2014 portant fixation provisoire des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité gérés par Creos Luxembourg S.A., la Ville d'Ettelbruck, la Ville de Diekirch et Hoffmann Frères S.à.r.l. et Cie S.e.c.s.

#### Secteur Electricité

La Direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation,

Vu l'article 20 de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

Vu le règlement E12/05/ILR du 22 mars 2012 fixant les méthodes de détermination des tarifs d'utilisation des réseaux de transport, de distribution et des services accessoires à l'utilisation des réseaux pour la période de régulation 2013 à 2016 et abrogeant le règlement E09/03/ILR du 2 février 2009;

Vu les demandes de Creos Luxembourg S.A, reçues le 27 novembre 2014 et le 9 décembre 2014;

Vu la demande de la Ville d'Ettelbruck reçue le 15 septembre 2014;

Vu la demande de la Ville de Diekirch reçue le 12 septembre 2014;

Vu la demande de Hoffmann Frères S.à.r.l. et Cie S.e.c.s. reçue le 1<sup>er</sup> septembre 2014;

Considérant la péréquation volontaire des tarifs d'utilisation des réseaux gérés par Creos Luxembourg S.A., la Ville d'Ettelbruck, la Ville de Diekirch et Hoffmann Frères S.à.r.l. et Cie S.e.c.s.;

Considérant l'impossibilité d'accepter les tarifs d'utilisation du réseau de transport et de distribution d'électricité proposés par Creos Luxembourg S.A., la Ville d'Ettelbruck, la Ville de Diekirch et Hoffmann Frères S.à.r.l. et Cie S.e.c.s. dans les délais impartis, autorisant l'Institut à fixer des tarifs provisoires;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour l'année 2015, l'Institut fixe provisoirement les tarifs d'utilisation du réseau de transport et de distribution d'électricité géré par Creos Luxembourg S.A., comme suit:

<b>Tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques gérés par Creos Luxembourg S.A. 2015</b>					
niveau de tension	Timbre	Utilisation < 3.000 h		Utilisation > 3.000 h	
	Prix €/kW	Prix puissance €/kW	Prix énergie €/kWh	Prix puissance €/kW	Prix énergie €/kWh
clients finaux 220 kV	28,12	2,81	0,0042	8,87	0,0022
clients distributeurs 65 kV	70,10	NA	NA	NA	NA

clients finaux 65 kV	NA	7,01	0,0106	22,12	0,0054
clients distributeurs 20 kV	171,37	NA	NA	NA	NA
clients finaux 20 kV	NA	8,57	0,0257	41,06	0,0149
clients finaux BT	NA	15,43	0,0463	73,96	0,0268
clients finaux BT	prime mensuelle: 2€ prix énergie: 0,06 €/kWh				

**Art. 2.** Pour l'année 2015, l'Institut fixe provisoirement les tarifs d'utilisation du réseau de distribution d'électricité géré par la Ville de Diekirch et la Ville d'Ettelbruck comme suit:

<b>Tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques gérés par la Ville de Diekirch et la Ville d'Ettelbruck, 2015</b>					
niveau de tension	Timbre	Utilisation < 3.000 h		Utilisation > 3.000 h	
	Prix €/kW	Prix puissance €/kW	Prix énergie €/kWh	Prix puissance €/kW	Prix énergie €/kWh
clients finaux 20 kV	NA	8,57	0,0257	41,06	0,0149
clients finaux BT	NA	15,43	0,0463	73,96	0,0268
clients finaux BT	prime mensuelle: 2€ prix énergie: 0,06 €/kWh				

**Art. 3.** Pour l'année 2015, l'Institut fixe provisoirement les tarifs d'utilisation du réseau de distribution d'électricité géré par Hoffmann Frères S.à r.l. et Cie S.e.c.s. comme suit:

<b>Tarifs pour l'utilisation des réseaux électriques gérés par Hoffmann Frères S.à r.l. et Cie S.e.c.s. 2015</b>					
niveau de tension	Timbre	Utilisation < 3.000 h		Utilisation > 3.000 h	
	Prix €/kW	Prix puissance €/kW	Prix énergie €/kWh	Prix puissance €/kW	Prix énergie €/kWh
clients finaux 20 kV	NA	8,57	0,0257	41,06	0,0149

**Art. 4.** Les tarifs provisoires fixés par le présent règlement entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 5.** Le présent règlement sera publié au Mémorial et sur le site Internet de l'Institut.

La Direction

(s.) Paul Schuh

(s.) Jacques Prost

(s.) Camille Hierzig